



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© eurotopics.net

CRISE DIPLOMATIQUE

ENTRE ALGER ET PARIS

PAGE 10

DOSSIER

LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

PAGE 19

ENTRE INFLUENCE ET AMBITIONS

LE MONDE DE 2025-2040

PAGE 48

NUMÉRO 29 • MARS - AVRIL 2025

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2025-2026

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

À l'heure de la guerre en Ukraine et du rapprochement russo-américain, ce 28e numéro articule son dossier autour de la place de l'Europe sur l'échiquier international. Confrontée à ses lacunes stratégiques, la question de son réarmement et du renforcement des partenariats militaires est au cœur des débats à la Commission. Quelles sont les capacités de déploiement européennes et françaises en perspective d'un affrontement conventionnel majeur ? Quel avenir Donald Trump réserve-t-il à l'OTAN et ses relations avec le vieux continent ? Quelles sont les velléités européennes au sein des nouveaux équilibres internationaux ? Finalement, l'Occident est-il toujours à la tête de l'ordre mondial ? Autant d'enjeux abordés dans ce dossier construit et rédigé par les étudiants. Ce numéro s'intéresse également aux enjeux du continent africain. Un focus sur la relation franco-algérienne, sur le développement du solaire au Sahel, sur le destin héroïque du capitaine Mbaye Diagne doublé d'une analyse de la stratégie diplomatique iranienne n'attendent qu'à être lu. Enfin, vous sont proposés au cours de ce numéro, un retour dans le passé de l'histoire militaire de l'empire mongol et une étude prospective des enjeux géopolitiques mondiaux basés sur l'édition 2025 de l'*Annual Threat Assessment* de l'*Office of the Director of National Intelligence*.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Les rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART

S O M M A I R E

- 4** AÏN DJALOUT, 1260 : QUAND LE DJIHAD TERRASSAIT LA HORDE
Eloi Faÿsse
- 10** CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE ALGER ET PARIS : UNE FRACTURE HISTORIQUE
Léone Ayongo
- 15** INFLUENCE DISCRÈTE ET AMBITIONS REDOUTABLES, L'IRAN PARVIENT-IL VRAIMENT À S'IMPOSER EN AFRIQUE?
Yohan Khelifi
- 19** DOSSIER : LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE
Matisse Dormoy, Augustin Humbert, Jasmine Djenanne, Apoline Rouleau, Louna Proniaev
- 40** L'ÉLAN DU SOLAIRE AU SAHEL : DE OUAGADOUGOU À DAKAR
Grégoire Marconnet
- 43** ÑŮ SARGAL KÀPTĚÑ MBÁAY JÁAÑ: BUUR BI CI JOM AK NIT (HONORONS LE CAPITAINE MBAYE DIAGNE, LE SYMBOLE DU COURAGE ET DE L'HUMANITÉ)
Ndeye Aminata Ndiaye
- 48** LE MONDE DE 2025-2040 SELON LE DNI : UN FUTUR INCERTAIN
Alice Lorsin
- 53** REMERCIEMENTS

AÏN DJALOUT, 1260 : QUAND LE DJIHAD TERRASSAIT LA HORDE.

RÉDIGÉ PAR ELOI FAÏSSE



Image n°1 : Miniature persane du XIII représentant la horde mongole

L'Orphelin de la Chine est une tragédie en cinq actes rédigée par Voltaire qui démontre l'intérêt de son auteur pour l'Empire de milieu. Elle est une dénonciation acerbe de la barbarie dont ont fait preuve les mongols lors des invasions du XIII^{ème} siècle.

Cette expansion, dont l'envergure demeure sans précédent, a formé dans son sillage un véritable catalogue de réalités et représentations de divers ordres : de la « pax mongolica » aux pyramides de crânes du conquérant Tamerlan. S'appuyant sur un appareil militaire dont la tactique se base sur la combinaison de l'archerie (avec l'arc composite comme arme phare) et de l'équitation, ce modèle a su agréger les évolutions nécessaires à son efficacité (techniques de siège, organisation en corps constitués des troupes, code de discipline stricte...). Le développement parallèle d'une administration centralisée mais ne résistant pas au morcellement progressif du « Grand État mongol », témoigne des problématiques rencontrées par un empire fondé sur des conquêtes progressives. Cela minera rapidement une unité durement acquise. Éphémère entité donc, qui se désagrège dès la seconde moitié du XIII^{ème} siècle.

Elle peut néanmoins se targuer d'une impressionnante consécution de victoires avant sa première défaite, objet de cet article, la bataille d'Aïn Djalout qui l'oppose au tout jeune sultanat Mamelouk du Caire. Ce dernier, figure archétypal de la société guerrière, offre l'esquisse d'un modèle social tout à fait intéressant, basé sur une aristocratie équestre dont le passé d'esclave-soldat en a fait de solides combattants portés par la religion. Les Mamelouks s'illustrent aussi bien à Hattin (1187) qu'à Austerlitz (1805) et s'affichent un temps comme la puissance dominante du Moyen-Orient que permit notamment sa victoire, plus symbolique qu'à réelle valeur stratégique, sur les Mongols.

I. LES MONGOLS : D'UN PEUPLE STEPPIQUE DIVISÉ À UNE IMPLACABLE MACHINE DE CONQUÊTE

La « steppe eurasiennne » dans son sens générique, désigne une vaste surface plane s'étendant des rivages de la mer Noire à la Mandchourie en débordant sur le Moyen-Orient et les frontières russes actuelles.

Le peuple mongol voit le jour dans un tel environnement, entre le lac Baïkal et le bassin supérieur de la rivière Onon. Il correspond plus globalement à la subdivision d'une ethnie turco-mongole partie de Sibérie pour gagner les plaines de l'actuelle Mongolie. Marquée par l'âpreté d'un climat aux températures souvent extrêmes et un paysage aride offrant peu de ressources, les populations évoluant dans ces milieux se caractérisent par un mode de vie pastoral et rythmé par les saisons qui décident de leurs déplacements. Ces sociétés, dont l'essentiel de la survie reposait sur la mobilité et donc la pratique de l'équitation, sont marquées par une forte hiérarchisation selon un dispositif similaire à la vassalité occidentale de la même époque.

C'est donc dans le contexte d'un ensemble apparemment insoluble que naît l'architecte de l'unification mongole : Gengis Khan. Né aux alentours de 1162 et appartenant à l'éminent clan des Bordjigouines, celui dont le vrai nom est Temudjin soit le « forgeron », va connaître une période d'errance suite à la mort de son père. Il peut néanmoins compter sur son habile sens politique et après avoir unifié la majorité des clans se voit désigné *Gengis Khan*, « souverain du monde » par le conseil mongol, *Khuriltai*, en 1206. Cette formidable union de coterie initialement rivales débouche sur l'alliance du « peuple aux tentes de feutre » qui lorgne désormais sur les puissances voisines et notamment la vulnérable Chine, alors fragmentée en trois empires distincts.

Dès lors, dès 1210, les conquêtes s'enchaînent, Pékin tombe en 1215, consacrant le rattachement de la Chine du Nord à l'Empire mongol. La monarchie Kara-Khitan, à l'ouest, se rallie aux cavaliers en 1218, positionnant Gengis Khan face à l'Etat Khwarezm. Le Chah Mohammed II qui règne alors sur ce royaume persan, ne voit pas d'un très bon œil la présence de ces « barbares » qui arpentent les frontières de son territoire. Après l'échec d'un accord, les hordes mongoles déferlent jusqu'à Samarcande, qui tombe en 1220, offrant à Gengis Khan une grande partie du Khwarezm. La population en paie le prix fort : on estime à 15 millions de morts le résultat de cette conquête qui ouvre le nord-ouest de l'Inde à la troupe mongole ;

elle n'y demeurera que brièvement. En parallèle, deux des quatre « chiens féroces », soit les généraux du Khan s'élancent à la conquête du Caucase. Djebé et Subotaï soudoyent et divisent habilement les différentes tribus de ces milieux steppiques pour mieux les écraser l'une après l'autre. Les princes russes les gouvernants seront, malgré leur supériorité numérique, défaits en 1223 à la Kalka.

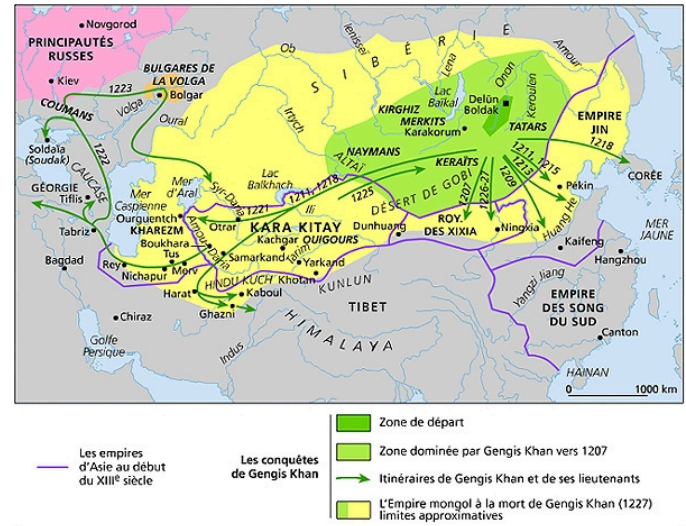


Image N°2 : L'expansion territoriale sous Gengis Khan

A la mort de Gengis Khan en 1227, les territoires sous le joug mongol s'étendent donc de la mer Caspienne à l'océan Pacifique, conquêtes sur lesquelles ses successeurs sauront s'appuyer pour poursuivre l'extension de l'Empire.



Image N°3 : Les conquêtes de 1237-1259

Ogödei, son troisième fils et successeur, entreprend, de 1236 à 1241, la conquête de l'Europe et s'impose face aux armées hongroises à Zagreb et Mohi, polonaises à Legnica, et russes à Kiev qui tombe en 1240. Ceux qu'on surnomme désormais « les cavaliers du Diable » semblent voués à déferler sur l'entièreté du Vieux Continent. Mais, la mort d'Ogödei sonne le rappel des troupes vers le cœur de l'Empire, préservant ainsi les monarchies européennes d'un affrontement incertain. Ce décès fracture un peu plus l'unité mongole que la disparition de Gengis Khan, qui avait laissé à chacun de ses quatre fils une parcelle de son royaume, avait déjà entamée.

Il faut attendre l'avènement de Möngke en 1253 pour que les conquêtes reprennent, celui-ci fixant comme objectif à ses troupes, dont le commandement échoit souvent à de proches parents, de « conquérir le monde ». Le début de son règne coïncide ainsi avec la prise de l'entièreté du territoire iranien et cinq années plus tard la chute de Bagdad précipite l'affaiblissement du multiséculaire califat abbasside. La conquête de Damas puis d'Alep en 1260 positionne les Mongols face à l'Egypte et à ses maîtres installés depuis peu : les Mamelouks.

II. DE LA SERVILITÉ AU SULTANAT DU CAIRE : L'ASCENSION DES MAMELOUKS

Fer de lance de la dynastie ayyoubide, les « mamluk » soit la « chose possédée » désignent un corps d'élite de soldats-esclaves, kidnappés ou achetés sur les marchés serviles et composés de « Turcs ». Ces derniers désignent alors un peuple réputées pour sa bravoure sévissant entre la Mer Caspienne et les montagnes afghanes. Dès l'enfance, ils sont astreints à une étude approfondie de la loi islamique et des textes coraniques avant de débiter à l'âge adulte le furusiyya, soit l'apprentissage assidu du métier des armes et de l'équitation. Cette initiation se conclut par leur affranchissement et l'accès à un statut social élevé. Les Ayyoubides, dynastie instaurée en 1171 par Saladin qui a aboli le califat fatimide du Caire, font alors face aux croisades occidentales qui visent à défendre Jérusalem et à étendre les États latins d'Orient.



Image N°4 : La dynastie ayyoubide après la troisième croisade (1189-1192)

L'année 1187 est triomphale pour celui qui règne alors sur une bande de terre allant de l'Irak du Nord à la Libye tout en recouvrant l'Egypte et le Hedjaz. Saladin écrase les armées franques à Hattin puis s'empare de Jérusalem, bénéficiant d'une aura conséquente et en appelant au djihad, soit « l'effort, la lutte, la résistance » sans connotation forcément guerrière, auprès des musulmans pour les pousser à combattre. Cette première affirmation des ayyoubides décroît au siècle suivant lorsque le sultan Al-Kâmil, neveu de Saladin, cède Jérusalem, objet de toutes les convoitises, lors de négociations avec Frédéric II guidant la sixième croisade (1228-1229).

Les Mamelouks observent alors avec suspicion les agissements de sultans qui, en plus de dévoyer leur foi, les éloignent progressivement des postes d'influence. La septième croisade (1248-1254) couplée à la mort du sultan Ayyûb (1249), fils de Kâmil, fournit l'occasion idéale d'un renversement d'autorité et les Mamelouks exécutent le successeur du sultan en 1250. Dès lors, il place l'un des leurs à la tête du sultanat qui perdure, sans la Syrie néanmoins, il voit le principe de succession héréditaire aboli : les émirs mamelouks qui accèdent à la fonction de sultan sont majoritairement d'anciens soldats-esclaves. Le quatrième d'entre eux, Qutuz, entreprend l'extension de ses terres et voit dans la percée mongole en Syrie une menace de plus en plus prégnante à laquelle il convient de mettre un terme.



Image N°5 : «Mamelouk au combat » gravure de Jazet, 1823

La mort du Grand Khan Mongke en 1259 apparaît alors comme une opportunité inespérée pour les élites du Caire : elle dégarnit l'armée de son frère Houlagou, conquérant de Damas et qui règne sur l'Ilkhanat : province perse de l'Empire mongol. Ce souverain local est contraint de retourner à l'Est pour prendre part à la guerre de succession qui agite le cœur du pouvoir mongol. Il laisse derrière lui son lieutenant Ketboga, qui ne peut compter que sur l'appui de la moitié de l'armée initialement déployée. Affaibli et confronté à un malheureux concours de circonstances doublé d'adversaires tenaces, l'Empire des steppes s'apprête à subir sa première défaite.

III. DÉROULEMENT ET CONSÉQUENCE DE LA BATAILLE : ENTRE VALEUR MÉMORIELLE ET RÉALITÉ STRATÉGIQUE

L'exécution des émissaires d'Hulagu, venus présenter l'offre de soumission adressée au sultan du Caire, inaugure les hostilités directes entre les deux puissances. Les troupes mamelouks sous le commandement du général Baybars, à la faveur du départ d'Hulagu, entament une progression vers le nord destinée à surprendre l'arrière-garde mongole, laissée sous les ordres de Ketboga. Néanmoins, la route menant jusqu'à Damas se trouve encore sous contrôle des États Latins d'Orient, affaiblis mais toujours en mesure de faire obstacle à une force composée de 20 000 hommes

Mais, fidèle à l'adage voulant que « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », les élites franques concèdent le droit de passage aux mamelouks et vont même jusqu'à assurer certaines charges logistiques de la troupe. Phénomène qui tire donc son fondement des accrochages récurrents entre le peuple des steppes et les croisés européens, mais qui ne manque pas de révéler le haut degré d'intrication religieuse qui entoure la bataille : le djihad, exalté par Saladin à l'encontre des chiites et des forces occidentales, est ici convoqué par les Mongols de l'Ilkhanat, récemment convertis à l'islam, pour justifier leur volonté de conquêtes sur des peuples « infidèles ». En réponse, les Mamelouks, première cible de cet anathème, instrumentalisent à leur tour le djihad contre les autorités de l'Empire. C'est donc nimbé d'une certaine religiosité que ces combattants recevront le soutien des chrétiens du Vieux Continent, qui deviennent donc leurs alliés pour un temps, plus par opportunité que par réelles accointances. L'affrontement se déroule quant à lui non loin de Jérusalem dans l'actuelle vallée israélienne de Jezreel. La « culture du choc » pratiquée par les occidentaux depuis les Grecs et qui facilite les affrontements décisifs, ne s'est pas étendue au reste des systèmes combattants du monde et la plupart, comme nos deux belligérants, demeurent attachés aux pratiques de harcèlements, leurres et embuscades nécessitant une grande célérité.

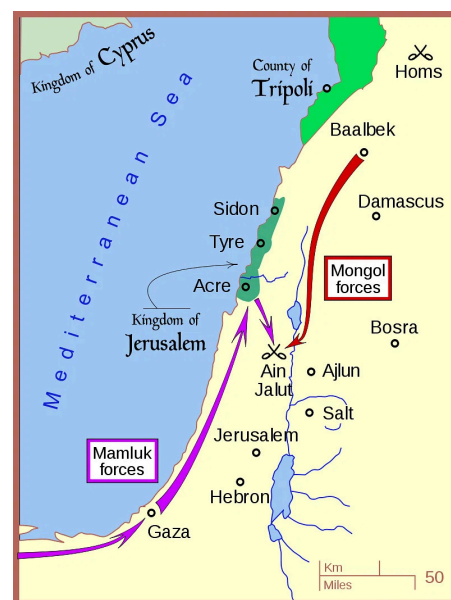


Image N°6 : Représentation cartographique de la bataille

Ayant dissimulé l'essentiel de son armée, sur les contreforts de la vallée, Qutuz charge son général Baybars, qui dirige un petit contingent, d'attirer les Mongols dans un piège tendu par des supplétifs recrutés localement. Mis en confiance par la frêle troupe qui leur fait face, mais qui ne manque pas de jouer de la provocation, les forces de Ketboga entament la poursuite de la dérisoire unité, conduisant à l'effet escompté par le sultan mamelouk qui voit son armée, fondre sur les Mongols. L'emploi des premières esquisses d'armes à feu, sorte de canon à main rudimentaire, par des tirailleurs mamelouks plus destinés à effrayer les chevaux qu'à infliger des pertes, aurait contribué au succès de cette première contre-offensive. Elle conduit à l'encerclement de l'armée de Ketboga, qui finit par être capturée, contraignant ses hommes au repli malgré leurs tentatives pour percer les flancs mamelouks. Ces derniers pourchassent alors sur une dizaine de kilomètres les fuyards de l'Ilkhanat avant que la stratégie mongole du volte-face, qui consiste en une fulgurante contre-attaque, ne les désespère et permet à plusieurs milliers de cavaliers de regagner les terres syriennes. La bataille d'Aïn Djalout (« Source de Goliath » en arabe), si elle ne présente pas un schéma novateur du déroulement et des tactiques employées, constitue le premier jalon de la défaite d'un Empire qui semblait voué à s'étendre jusqu'à des limites qu'il nous est difficile de concevoir.

Néanmoins, au vu des effectifs engagés par l'Ilkhanat (autour de 10 000 hommes) et des affrontements politiques qui secouent les nœuds de pouvoir mongols, l'offensive demeure circonscrite à un cadre limité. Une victoire des troupes du khan de Perse n'aurait pas rimé avec une conquête assurée de l'ensemble du Moyen-Orient. C'est donc autour de la question mémorielle et symbolique, plus que stratégique, que l'affrontement trouve son importance et se voit élevé au rang des grandes batailles de l'Islam contre ses adversaires. Elle constitue toujours une référence faisant citée et instrumentalisée. Autre point intéressant que relève l'historien arabe Abu Shama, contemporain de la bataille : le système militaire mongol reposant en très grande partie sur le recrutement de supplétifs locaux et notamment Turcs, autre peuple steppique,

c'est par « leur propre espèce qu'ils furent vaincus et anéantis » (Abu Shama, *Rawḍatayn*, 1257-1267). Les mamelouks étant également issus d'une ethnie turcophone, qui combattit ici sous deux bannières.

Enfin, concernant les répercussions géopolitiques d'un tel événement, le sultanat du Caire récupéra Damas et Alep peu de temps après la bataille. La chute de Saint-Jean d'Acre en 1291, ainsi que l'extension de la suzeraineté mamelouke sur les lieux saints de l'Islam dans le Hedjaz, consacrant la prépondérance de ce reliquat ayyoubide au niveau régional. Puissance qui n'est néanmoins pas sans souffrir d'une contestation sous les assauts répétés de l'Ilkhanat qui perdure à l'Est. Il faut attendre une paix négociée en 1323, après plusieurs affrontements majeurs, pour voir l'établissement d'une relative entente.

La bataille d'Aïn Djalout s'inscrit donc au panthéon des événements ayant laissé une trace pérenne dans l'Histoire et qui alimente toujours le récit des identités contemporaines. Opposant deux civilisations dotées d'institutions et vellités en certains points semblables mais qui fondent également une rivalité qui ne pouvait déboucher que sur un conflit ouvert, l'affrontement marqua la scène géopolitique du XIII^e siècle en constituant le point d'acmé de l'expansion mongole, sapant la réputation d'invincibilité du « peuple aux tentes de feutre. ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Becquart-Rousset, C., & Grataloup, C. (2023). Atlas historique mondial.
- Baynton-Williams, A., & Baynton-Williams, M. (2008). Les grandes batailles par les cartes. Editions Prisma.
- Bernard, V., & Touchard, L. (2024). Histoire de la guerre en infographie.
- Drévilhon, H. (Dir.). (2019). Mondes en guerre, tome II : « L'âge classique, XV^e - XIX^e siècles ». Passés composés - Ministère des Armées.
- Hanne, O. (2024). Histoire du djihad : Des origines de l'islam à Daech.
- Keegan, J. (2019). Histoire de la guerre. Tempus Perrin.
- Pernot, F. (2021). Histoire de la guerre. De l'Antiquité à demain. Editions Ellipses.

Articles Web et de presse :

- Cartwright, M., & Artist, U. (2023). Empire Mongol. Encyclopédie de L'Histoire du Monde. <https://www.worldhistory.org/trans/fr/1-17448/empire-mongol/>
- Cestes, M. (2024, août 19). Qui étaient les Mamelouks, esclaves devenus sultans d'Égypte ? Ça M'intéresse. <https://www.caminteresse.fr/histoire/qui-etaient-les-mamelouks-esclaves-devenus-sultans-d-egypte-11196699/>
- Histoire des Mongols - Comment les Mongols ont changé le monde - Herodote.net. (s. d.). <https://www.herodote.net/Comment les Mongols ont change le monde-synthese-3418.php>
- Les Mamelouks : une dynastie d'esclaves. (s. d.). L'histoire.fr. <https://www.lhistoire.fr/les-mamelouks%C2%A0-une-dynastie-desclaves>
- Royer, P. (2020). Aïn Djalout, pourquoi le monde n'est pas devenu mongol. Conflits : Revue de Géopolitique. <https://www.revueconflits.com/ain-djalout-pourquoi-le-monde-nest-pas-devenu-mongol/>

Sources images :

Image 1 : [Sejarah Peradaban Sungai di Asia Tengah Hancur Karena Perubahan Iklim - National Geographic](#)

Image 2 : [Mongols - LAROUSSE](#)

Image 3 : [PPT - The Mongols PowerPoint Presentation, free download - ID:2343170](#)

Image 4 : [Ayyubid Empire | Alternative History | Fandom](#)

Image 5 : [D'APRES CARLE VERNET \(1758-1835\), Mamelouk au combat; Mamelouk au grand galop \(Le Blanc 147, 148\), par Jazet | Christie's](#)

Image 6 : [Battle of Ain Jalut \(1260 CE\) \(Illustration\) - World History Encyclopedia](#)

CRISE DIPLOMATIQUE ENTRE ALGER ET PARIS : UNE FRACTURE HISTORIQUE

RÉDIGÉ PAR LÉONE AYONGO



Image n°1 : Photo datant du 15 janvier 2025 – Journal Algérie 360°

Les tensions entre la France et l'Algérie ont franchi un nouveau cap ces derniers mois, au point d'ébranler une relation déjà marquée par des décennies de méfiance, d'intérêts croisés et de mémoire douloureuse. La visite controversée de Rachida Dati au Sahara Occidental, l'affaire Boualem Sansal, les tensions migratoires ou encore les déclarations polémiques de certains politiques français : autant d'éléments qui ont nourri une crise profonde entre les deux capitales. Derrière cette escalade, se joue bien plus qu'un simple désaccord diplomatique. C'est toute la complexité du lien franco-algérien qui ressurgit, entre histoire, stratégie et politique intérieure.

UNE DÉTÉRIORATION PROGRESSIVE DES RELATIONS FRANCO-ALGÉRIENNES: LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

Le 17 février 2025, la ministre française de la Culture, Rachida Dati, a effectué une visite officielle à Laâyoune, au Sahara occidental, un territoire considéré comme non autonome par les Nations Unies et revendiqué par le royaume marocain.

Cette visite, perçue comme un soutien implicite à la souveraineté marocaine, a suscité une vive réaction de la part de l'Algérie, voisine du Maroc et fervente défenseuse de l'indépendance du Sahara occidental. Ce geste diplomatique intervient dans un contexte déjà tendu, Emmanuel Macron ayant, dès juillet 2024, exprimé son appui au plan d'autonomie marocain, rompant ainsi avec la traditionnelle neutralité française fondée sur le processus onusien.



Image N°2 : La ministre de la Culture française, Rachida Dati (à droite), à Tarfaya, dans le sud du Maroc, le 17 février 2025. / AFP, Le Monde

Cette position a marqué une rupture majeure dans la diplomatie française, historiquement équilibrée entre l'Algérie et le Maroc.

Mais cette fracture diplomatique ne s'est pas produite du jour au lendemain. Elle est le fruit d'une série d'événements sensibles et d'accumulations de griefs. Le véritable tournant s'est produit à l'été 2024 au G7, lorsqu'Emmanuel Macron a annoncé au président algérien Abdelmadjid Tebboune son intention de soutenir le Maroc dans sa revendication sur le Sahara occidental . Ce soutien est vécu comme une trahison par Alger. En effet, l'État soutient depuis toujours le Front Polisario, un mouvement politique promoteur d'une indépendance sahraouie.

La réaction de l'Algérie ne s'est pas fait attendre : le pays a rappelé son ambassadeur à Paris. Cette situation montre clairement un basculement en faveur de Rabat, actant un éloignement avec Alger. Mais ce n'est pas tant la bascule diplomatique qui a froissé Alger que la perception d'un choix stratégique et économique assumé par Paris, qui mise sur l'influence régionale du Maroc, laissant l'Algérie encore plus isolée diplomatiquement.

LE CAS BOUALEM SANSAL : UN CATALYSEUR SUPPLÉMENTAIRE DE TENSIONS



Image N°3 : L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, à Paris, en 2015. FRANCOIS GUILLOT / AFP, Le Monde

La situation a empiré avec l'arrestation, puis la condamnation à cinq ans de prison ferme, de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal. Lors de son retour à Alger, il a été inculpé pour « atteinte à l'intégrité nationale », après avoir remis en cause dans une interview la frontière entre le Maroc et l'Algérie, un sujet hautement sensible entre les deux États. Cette condamnation a suscité l'indignation en France, où plusieurs élus ont dénoncé une atteinte à la liberté d'expression.

Emmanuel Macron a demandé sa libération, évoquant le fait que l'Algérie se « déshonore » en ne libérant pas l'écrivain.

LE NATIONALISME ALGÉRIEN COMME LEVIER POLITIQUE

Cette crise nourrit un regain de nationalisme algérien. Le régime utilise l'opposition à la France comme ciment du récit national, hérité de la guerre d'indépendance. Le gouvernement de Tebboune, élu en 2019 à l'issue d'un scrutin boycotté par une large partie de la population (39,88 % de participation), cherche ainsi à renforcer sa légitimité. Le mouvement Hirak, qui revendique un État de droit et une démocratie réelle, a ébranlé le pouvoir, qui instrumentalise aujourd'hui la crise avec Paris pour détourner l'attention intérieure.

UN CONTEXTE POLITIQUE FRANÇAIS DÉFAVORABLE AU DIALOGUE

Du côté de la France, les relations franco-algériennes interviennent aussi dans un contexte politique tendu. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, le président et son parti non majoritaire ont dû composer avec un gouvernement marqué par une droite (Les Républicains et Rassemblement national) plus hostile aux relations bilatérales entre les deux États. Ces élus ont exacerbé les tensions dans le débat public avec des thèmes marqués par les questions de l'immigration, de l'islamisme ou encore de la nostalgie de l'Algérie française. Les mémoires franco-algériennes sont très souvent agitées dans le débat public, notamment depuis les tentatives de « repentance » du président Macron. Ces marques de mémoire sont très critiquées par la droite et l'extrême droite.

LES MÉMOIRES COLONIALES : ENTRE GESTES D'APAISEMENT ET PROVOCATIONS

Dès son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron a multiplié les gestes mémoriels à l'égard de l'Algérie : reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel, discours sur les crimes de la colonisation, commande d'un rapport à Benjamin Stora. En 2024 encore, il réunissait historiens et intellectuels pour favoriser une réconciliation des mémoires.

Mais ces gestes sont considérés comme insuffisants en Algérie, notamment après certaines déclarations du président, affirmant en 2021 que « la nation algérienne n’existait pas avant 1830 », ou critiquant la « rente mémorielle » du gouvernement algérien. Ces propos ont provoqué des crises successives, remettant en question la sincérité de la démarche mémorielle française.



Image N°4 : Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune, lors de la visite du président français en Algérie durant l'été 2022. JDD

L'INSTRUMENTALISATION DES TENSIONS MIGRATOIRES

Parallèlement, la question migratoire a envenimé les relations bilatérales. Plusieurs influenceurs algériens ont été condamnés sur le territoire français début 2025 pour leurs prises de position sur les réseaux sociaux. Ils sont accusés d’avoir tenu des propos belliqueux envers les opposants au régime en place à Alger, la communauté juive ou encore la société française, notamment pour le service du gouvernement algérien. En réponse, la France a tenté d’en expulser, mais l’Algérie a refusé de les accueillir. Cette situation a relancé le débat sur l’accord franco-algérien de 1968, qui facilite l’installation des ressortissants algériens en France. Plusieurs personnalités politiques françaises, dont Édouard Philippe et Bruno Retailleau, réclament sa révision, dénonçant un déséquilibre défavorable à la France, notamment concernant l’exécution des OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français).

La crise a atteint son paroxysme après l’attentat de Mulhouse, le 22 février 2025, perpétré par un Algérien sous le coup de plusieurs OQTF non exécutées et que l’Algérie a refusé de reprendre quatorze fois.

Ce drame a alimenté les critiques contre l’Algérie et la politique migratoire française.

UNE TENTATIVE DE RÉCONCILIATION DIPLOMATIQUE

Malgré des mois de tensions, des signes d’apaisement sont apparus. Le 31 mars 2025, Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune se sont entretenus par téléphone, actant la reprise du dialogue bilatéral. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s’est rendu à Alger le 6 avril pour rencontrer le président algérien. Une rencontre entre les deux chefs d’État a été évoquée.

En parallèle, Emmanuel Macron a réitéré sa demande de clémence pour Boualem Sansal, espérant une grâce présidentielle. Emmanuel Macron, en reprenant en main le dossier algérien, montre également une volonté de ramener le débat au plus haut niveau de l’État, en excluant les partis défavorables à ces relations bilatérales. Ainsi, les voix critiques envers Alger, comme celle de Bruno Retailleau, se sont faites plus discrètes, laissant entrevoir un léger fléchissement du ton à Paris.



Image N°5 : Cette photographie, publiée par le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères français, montre le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot (à gauche), reçu par le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, à Alger, le 6 avril 2025. Le Monde

UNE RELATION SOUMISE AUX ALÉAS POLITIQUES

À deux ans de l’élection présidentielle en France, et avec une Algérie en proie à des tensions internes persistantes, la relation bilatérale reste fragile.

Comme le souligne le politologue Hasni Abidi, « la question de l’Algérie – qu’elle soit mémorielle, migratoire ou sécuritaire – continuera d’occuper une place centrale dans le débat politique jusqu’en 2027 ».

La France et l'Algérie restent donc engagées dans une relation ambivalente, tiraillée entre mémoire, intérêts géopolitiques, et pressions nationales.

Récemment par ailleurs, depuis le 14 avril 2025, le ton est (re)monté entre les deux pays. L'Algérie a pris la décision d'expulser 12 agents diplomatiques français de son territoire à la suite de l'arrestation d'un employé du consulat algérien. Ce dernier est soupçonné d'être impliqué dans l'affaire de l'enlèvement présumé d'Amir Boukhors datant de 2024, un influenceur qui s'est opposé au président algérien. Face à cette action de la part de l'Algérie, Paris a expulsé à son tour le lendemain 12 agents diplomatiques algériens. Ce regain de tension après une tentative d'apaisement diplomatique montre que ni le dialogue ni la crise ne semblent produire de résultat à long terme pour pacifier les relations franco-algériennes.

Cependant, selon Le Monde (2025), d'autres « leviers » peuvent être actionnés afin de résoudre cette crise diplomatique, comme l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie que le pays veut renégocier. Cela permettrait de renforcer les relations sans conflits entre les deux parties, notamment dans un contexte où l'Algérie est de plus en plus confrontée à un isolement diplomatique.

BIBLIOGRAPHIE

Article de presse :

- France 24, (22/02/2025), "Attaque à Mulhouse : un mort et des blessés, Macron évoque un "acte terroriste islamiste",
<https://www.france24.com/fr/france/20250222-mulhouse-mort-policiers-gravement-blesses-attaque-couteau-france-terrorisme>
- France 24, (19/03/2025), "Crise Alger-Paris : Bruno Retailleau estime que "l'Algérie nous agresse""
<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250319-nous-ne-voulons-pas-la-guerre-avec-l-algerie-c-est-l-algerie-qui-nous-agresse-dit-retailleau>
- Hamadi Riyad , (21/03/2025), "Procès de Boualem Sansal : le message de Macron à Tebboune" TSA
<https://www.tsa-algerie.com/proces-de-boualem-sansal-le-message-de-macron-a-tebboune/>
- Kessous Mustapha , (01/11/2024) "L'Algérie, une « obsession » de la droite française", Le Monde
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/11/01/l-algerie-une-obsession-de-la-droite-francaise_6369968_3212.html
- Le Figaro (22/09/2024) Emmanuel Macron entend poursuivre «le travail de mémoire» avec l'Algérie,
<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/emmanuel-macron-entend-poursuivre-le-travail-de-memoire-avec-l-algerie-20240922>
- Le Monde, (31/03/2025), "Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune veulent relancer un « dialogue fructueux » entre la France et l'Algérie"
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/31/relation-france-algerie-emmanuel-macron-et-abdelmajid-tebboune-veulent-relancer-un-dialogue-fructueux_6589042_3212.html
- Le Monde (31/03/2025) "Emmanuel Macron et Abdelmadjid Tebboune veulent relancer un « dialogue fructueux » entre la France et l'Algérie,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/31/relation-france-algerie-emmanuel-macron-et-abdelmajid-tebboune-veulent-relancer-un-dialogue-fructueux_6589042_3212.html

- Le Monde, (17/04/2025) "France-Algérie, un si long malentendu" https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/17/france-algerie-un-si-long-malentendu_6596935_3232.html
- Oumansour Brahim (2025) « Crise Algérie - France : l'appel à la diplomatie du président Tebboune », TV5 Monde <https://information.tv5monde.com/afrique/crise-algerie-france-lappel-la-diplomatie-du-president-tebboune-2767394>
- Mezhi Maher , (février 2025) "France-Algérie : l'impossible réconciliation " , Courrier International <https://hebdo.courrierinternational.com/data/4394/reader/reader.html#!preferred/0/package/4394/pub/6306/page/26/alb/>
- YAHIAOUI Karim (27/03/2025) "Algérie : l'écrivain Boualem Sansal condamné à cinq ans de prison ferme", France 24 <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250327-●-algerie-l-ecrivain-franco-algerien-boualem-sansal-condamne-a-cinq-ans-de-prison-ferme-afp>
- France Info, (12/04/2025), "Trois hommes mis en examen pour l'enlèvement d'un influenceur algérien en France" https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/trois-hommes-mis-en-examen-pour-l-enlevement-d-un-influenceur-algerien-en-france_7185615.html

Vidéographie :

- Retailleau Bruno , (04/03/2021), Guerre d'Algérie : Bruno Retailleau en a "marre qu'on dise du mal de la France", France Indo <https://www.dailymotion.com/video/x7zp28b>

Article officiel :

- Élysée, (17/10/2022), Mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/10/17/memoire-de-la-colonisation-et-de-la-guerre-dalgerie>

Article scientifique :

- Dresdell Roxane (09/03/2021) , "Algérie : 2 ans après la naissance du Hirak, qu'en reste-t-il ?" , *Perspective Monde* <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1493>

Sources images :

Image 1 : <https://www.algerie360.com/france-algerie-la-realite-des-chiffres-sur-les-aides-au-developpement/>

Image 2 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/02/18/l-algerie-condamne-la-visite-de-rachida-dati-au-sahara-occidental_6552728_3212.html

Image 3 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/02/l-ecrivain-franco-algerien-boualem-sansal-fait-appel-de-sa-condamnation-en-algerie-a-cinq-ans-de-prison_6589938_3212.html

Image 4 : <https://www.lejdd.fr/International/immigration-macron-et-tebboune-relancent-la-cooperation-judiciaire-entre-la-france-et-lalgerie-156587>

Image 5 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/07/a-alger-jean-noel-barrot-plaide-l-apaisement-apres-la-crise_6592195_3212.html

INFLUENCE DISCRÈTE ET AMBITIONS REDOUTABLES, L'IRAN PARVIENT-IL VRAIMENT À S'IMPOSER EN AFRIQUE ?

RÉDIGÉ PAR YOHAN KHELIFI



Image n°1 : Le président iranien Ebrahim Raïssi lors de sa visite d'État à la State House de Nairobi, au Kenya, le 12 juillet 2023. © SIMON MAINA / AFP

Lorsque l'ancien président iranien Ebrahim Raïssi s'est rendu en Afrique en 2023, il ne s'agissait pas seulement d'une visite diplomatique. Derrière les poignées de main et les accords économiques, une stratégie bien plus profonde, celle d'utiliser l'Afrique comme un levier pour contourner les sanctions internationales et affirmer l'influence iranienne sur la scène mondiale. Mis de côté pour les sanctions, en raison de son programme nucléaire, la République Islamique d'Iran est confrontée à une économie fragile. Cette dernière voit donc l'Afrique comme un espace d'opportunités. Mais cette présence iranienne est-elle réellement un levier efficace entre son isolement international ou bien se heurte-t-elle à des limites structurelles et à des rivalités croissantes ?

Loin d'être une initiative récente, cette présence s'ancre dans une histoire plus longue. Dès les années 1970, sous le règne du Shah, l'Iran investissait dans des projets de développement sur le continent africain. Après la révolution islamique de 1979. Cette approche s'est idéologisée, mêlant diplomatie, commerce et expansion religieuse. Aujourd'hui, dans un contexte de tensions accrues avec les États-Unis et leurs alliés,

l'Iran réactive ses réseaux en s'appuyant sur des mécanismes économiques alternatifs et un activisme diplomatique plus marqué.

L'AFRIQUE : UN RÉSEAU PARALLÈLE POUR CONTOURNER LES SANCTIONS.

Le continent africain offre à l'Iran un échappatoire face aux restrictions qui étranglent son économie. Depuis 2006, les sanctions occidentales limitent drastiquement ses exportations de pétrole et son accès aux circuits financiers internationaux. Pour survivre, Téhéran a mis en place des canaux alternatifs. Dans certains pays, le pétrole iranien est échangé contre des ressources locales, notamment de l'or, contournant ainsi le circuit bancaire classique. Des entreprises écrans, parfois enregistrées sous des noms locaux et opérant via des intermédiaires, masquent ces transactions. Le système informel de transfert de fonds Hawala, largement utilisé en Afrique de l'Est et en Afrique australe, joue un rôle clé dans cette stratégie. Ce réseau permet de déplacer des capitaux en dehors du contrôle des institutions financières occidentales, rendant plus difficile le traçage des flux iraniens.

Néanmoins, cette stratégie ne se limite pas à l'économie. L'Iran cherche également à renforcer ses alliances diplomatiques. En 2023, 16 pays africains se sont opposés à une résolution de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique condamnant son programme nucléaire. Ce soutien, loin d'être anodin, illustre l'influence grandissante de Téhéran sur le continent, notamment auprès de gouvernements qui cherchent eux-mêmes à s'émanciper des pressions occidentales.

UNE INFLUENCE QUI PASSE AUSSI PAR L'IDÉOLOGIE ET LA SÉCURITÉ.

L'économie n'est pas le seul champ d'action iranien en Afrique. Depuis des décennies, le pays, vitrine du chiisme, développe une influence religieuse dans les pays où l'islam est majoritaire. À travers des fondations comme Al-Mustafa International University et Al-Bayt, Téhéran finance la construction de mosquées et la formation d'imams, mettant en avant le chiisme comme alternative aux courants sunnites dominants. Cette politique a des effets concrets. Au Nigeria, un important mouvement chiite, l'Islamic Movement in Nigeria (IMN), s'est développé en lien avec l'Iran, au point de provoquer des tensions avec le gouvernement central et des affrontements meurtriers avec l'armée nigérienne. L'Iran y voit un modèle à exporter dans d'autres pays, notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal, bien que son influence y soit plus limitée en raison de la forte présence des confréries soufies. Mais l'Iran ne se limite pas au soft power que lui procure ce réseau religieux. Le pays est impliqué aussi dans le domaine de la sécurité, fournissant des équipements militaires et une assistance à certains États ou groupes armés. En Éthiopie, lors de la guerre du Tigré (2020-2022), des drones iraniens de type Shahed-136 ont été utilisés par l'armée fédérale éthiopienne contre les forces rebelles, illustrant le rôle croissant de l'Iran dans les conflits africains. L'influence militaire iranienne se retrouve aussi dans le Sahel. Des rapports ont signalé des liens entre Téhéran et certaines milices opérant au Mali et au Niger, où l'Iran trouverait un terrain d'entente avec d'autres acteurs comme le groupe Wagner. Ces connexions restent floues, mais elles montrent que l'Iran cherche à s'insérer dans les dynamiques sécuritaires du continent.

Activités notables de l'Iran en Afrique depuis 2022

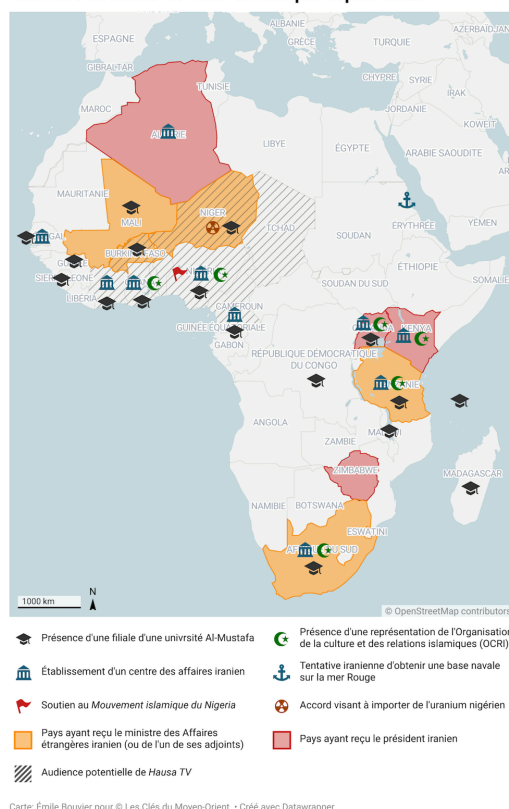


Image N°2 : Les principales activités de l'Iran en Afrique depuis 2022, incluant l'ouverture de centres culturels, de filiales universitaires, des accords diplomatiques et nucléaires, ainsi que des soutiens religieux et médiatiques. © Émile Bouvier / Les Clés du Moyen-Orient

Toutefois, cette expansion a des limites. En 2023, sous la pression de l'Arabie Saoudite, l'Iran a dû renoncer à son projet de base navale au Soudan, révélant les contraintes auxquelles il fait face. Ce projet, qui visait à établir une présence maritime sur la mer Rouge, aurait permis à l'Iran de renforcer sa projection militaire. Mais face aux pressions diplomatiques, notamment de Riyad et d'Abou Dhabi, Khartoum a préféré se retirer de cet accord, illustrant la fragilité des ambitions iraniennes.

DES AMBITIONS FREINÉE PAR UNE CONCURRENCE GÉO-ÉCONOMIQUE STRUCTURANTE.

Malgré ses avancées, l'Iran bénéficie d'une influence limitée par rapport aux autres acteurs régionaux. La concurrence reste intense, notamment avec la Turquie, qui a massivement investi dans les infrastructures et l'éducation, ainsi que des Émirats Arabes Unis, qui contrôlent plusieurs ports stratégiques en Afrique de l'Est. Sur le plan économique, l'Iran reste un acteur marginal. Les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Afrique ne dépassent pas 1,3 milliard de dollars par an, contre plus de 290 milliards pour la Chine.

Cette différence illustre la faiblesse des capacités économiques iraniennes face aux grandes puissances. De plus, les pressions occidentales ne faiblissent pas. Les États-Unis surveillent de près les activités économiques et sécuritaires de l'Iran en Afrique. Ces derniers n'hésitent pas à sanctionner les entreprises locales collaborant avec le régime des mollahs. En 2023, Washington a imposé des sanctions à des sociétés sud-africaines accusées d'aider l'Iran à contourner les restrictions sur son programme de drones. Enfin, en interne, la situation économique et politique iranienne complique aussi cette stratégie africaine. Avec une inflation dépassant 50 % et des troubles sociaux récurrents, les priorités budgétaires ont changé, réduisant inexorablement les marges de manœuvre pour investir à l'étranger.

Mais cette approche reste fragile. Elle dépend d'alliances instables, de réseaux économiques informels et d'une capacité d'investissement limitée. Si l'Iran peut marquer des points dans certains pays marginalisés ou en crise, il lui est plus difficile de s'imposer face à des acteurs mieux établis comme la Chine ou la Turquie. De plus, les pressions américaines et la surveillance internationale limitent la marge de manœuvre de Téhéran. À moyen terme, l'Afrique ne constitue pas une solution de pour sortir de l'isolement, mais plutôt un laboratoire de contournement des sanctions et une zone d'influence secondaire. Téhéran devra naviguer entre opportunités et risques, dans un jeu d'équilibre précaire où chaque avancée peut être rapidement remise en question.

Pour conclure, l'engagement de l'Iran en Afrique s'inscrit dans une logique de survie face aux sanctions internationales et de quête d'influence sur la scène mondiale. En exploitant les failles du système économique global, en tissant des alliances diplomatiques et en diffusant son modèle religieux, Téhéran parvient à s'implanter dans plusieurs régions du continent. Toutefois, cette stratégie repose sur des bases fragiles. D'une part, le pays du chiisme ne dispose pas des ressources économiques nécessaires pour rivaliser avec des puissances comme la Chine, la Turquie ou même les pays du Golfe qui investissent massivement en Afrique. D'autre part, son influence religieuse et sécuritaire se heurte à des résistances locales et à la vigilance accrue des États-Unis et de leurs alliés. Ces derniers, n'hésitant pas à sanctionner ses partenaires. L'Afrique constitue donc pour l'Iran une opportunité, mais aussi une zone d'incertitude. Si Téhéran réussit à y maintenir une présence, celle-ci reste largement dépendante des équilibres géopolitiques mondiaux et des dynamiques internes du continent. Par conséquent sur le long terme, l'expansion en Afrique pourrait être limitée par des contraintes économiques et politiques, réduisant ainsi son rôle à celui d'un acteur secondaire dans un espace de plus en plus disputé.

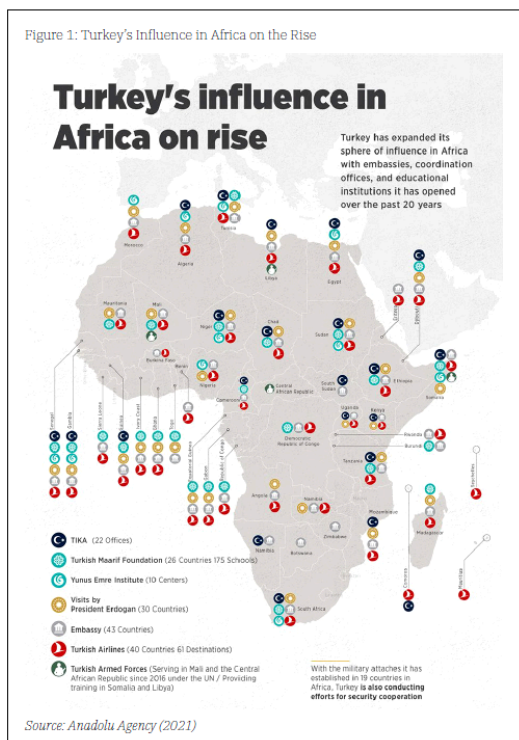


Image N°3 : L'expansion de l'influence turque en Afrique à travers ses ambassades, écoles, centres culturels, vols commerciaux, visites présidentielles et coopérations militaires. © Anadolu Agency / Cagaptay, Cook & Soukariéh, 2022.

UN ÉQUILIBRE FRAGILE ENTRE AMBITION ET CONTRAINTES.

L'Afrique représente pour l'Iran un espace de manœuvre crucial, mais également un défi. Sa stratégie, fondée sur un mélange de diplomatie alternative, d'influence religieuse et de coopération sécuritaire, lui permet de contourner en partie son isolement international.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Steele, R. (2024). Pahlavi Iran's relations with Africa. Cambridge University Press.
- Therme, C. (2022). Les ambitions iraniennes en Afrique : Une présence idéologique, sécuritaire et économique. Institut Français des Relations Internationales (IFRI). <https://www.ifri.org/fr/notes/les-ambitions-iraniennes-en-afrique-une-presence-ideologique-securitaire-et-economique>

Articles de revues scientifiques :

- Keynoush, B. (2021). Iran's Africa-Pivot Policy. Middle East Policy, 28(1), 145-158.
- Lob, E., & Yilmazkuday, H. (2024). A political economy analysis of changes and continuities in Iran-Africa trade relations: A case of South-South dependency? Review of Social Economy, 1-38. <https://doi.org/10.1080/00346764.2024.2353580>
- Shahvar, S. (2020). Iran's global reach: The Islamic Republic of Iran's policy, involvement, and activity in Africa. Digest of Middle East Studies, 29(2), 251-270.

Rapports et publications institutionnelles :

- Schiavi, C. (2024). Iran's rise in Africa: A strategic challenge to Western interests. NATO Defense College Foundation. <https://www.natofoundation.org/wp-content/uploads/2024/06/NDCF-Paper-Schiavi-Iran-rise-in-Africa-r.pdf>
- Middle East Policy Council. (2022, 9 février). Iran's Africa-Pivot Policy. <https://mepc.org/essays/irans-africa-pivot-policy/>
- Middle East Institute. (n.d.). Iran's renewed Africa policy: Raisi's ambition and the perception of Western decline. <https://www.mei.edu/publications/irans-renewed-africa-policy-raisi-ambition-and-perception-western-decline>
- Middle East Institute. (n.d.). Iran to remain a key partner for Ethiopia in the Tigray conflict. <https://www.mei.edu/publications/iran-remain-key-partner-ethiopia-tigray-conflict>
- Millender, M. (2024, 1 avril). IntelBrief: Iran extends its influence in Africa. The Soufan Center. <https://thesoufancenter.org/intelbrief-2024-april-1/>

Sitographie :

- Motamedi, M. (2023, 11 juillet). 'Continent of opportunities': Iran's Raisi to go on Africa tour.
- AlJazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/11/continent-of-opportunities-irans-raisi-kicks-off-africa-tour>
- Tehran Times. (2024, 12 août). Iran's trade with Africa stands at \$1.3b. <https://www.tehrantimes.com/news/502332/Iran-s-trade-with-Africa-stands-at-1-3b>
- China-Africa trade up 4.8 % to \$295bn in 2024. (n.d.). Ecofin Agency. <https://www.ecofinagency.com/public-management/2001-46339-china-africa-trade-up-4-8-to-295bn-in-2024>
- Adf. (2023, 14 novembre). Les efforts de l'Iran visant à renforcer ses liens en Afrique suscitent le scepticisme. Africa Defense Forum. <https://adf-magazine.com/fr/2023/11/les-efforts-de-liran-visant-a-renforcer-ses-liens-en-afrique-suscitent-le-scepticisme/>
- Bouissou, J., Michel, A., & Tchoubar, P. (2024, 30 octobre). Les flottes fantômes, atout stratégique de la Russie pour écouler son pétrole sous sanction.
- Le Monde. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/10/30/les-flottes-fantomes-atout-strategique-de-la-russie-pour-ecouler-son-petrole-sous-sanction_6367064_4355770.html

Source images :

Image n°1 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230712-le-président-iranien-raissi-entame-sa-tournée-africaine-pour-développer-le-commerce-et-la-diplomatie>

Image n°2 : Les clés du Moyen-Orient. (s. d.). « Carte : L'Iran en Afrique » [Carte]. https://static.lesclesdumoyenorient.com/IMG/png/143_iran_en_afrique.png

Image n°3 : Anadolu Agency. (2022). *Turkey's growing influence in Africa* [Infographic]. <https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/25398>

DOSSIER

LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

SOMMAIRE

13 INTRODUCTION

Matisse Dormoy

14 L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À L'HYPOTHÈSE UKRAINIENNE : CAPACITÉS, LIMITES ET ENJEUX D'UN ENGAGEMENT CONVENTIONNEL MAJEUR

Augustin Humbert

16 LA PLACE DE L'EUROPE AU SEIN DE L'OTAN : ENTRE DÉFIS INTERNES ET TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Jasmine Djenanne

19 L'UNION EUROPÉENNE, AU CARREFOUR D'UN MONDE MULTIPOLAIRE : ENTRE FRAGMENTATION, AMBITIONS ET QUÊTE DE PUISSANCE

Apoline Rouleau

22 VERS LE DÉCLIN DE L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE ?

Louna Proniaev



Introduction



RÉDIGÉE PAR MATISSE DORMOY

« Le temps des illusions est désormais révolu ».

Ces quelques mots de la présidente de la Commission européenne, lors du débat conjoint en séance plénière du Parlement, donnent le ton sur la direction que souhaite emprunter l'Union. Alors que la Russie se lance dans la conquête du territoire ukrainien en 2022, que les hostilités israélo-palestiniennes reprennent de plus belle et que les États-Unis, sous l'impulsion de l'administration Trump II, se désengagent à l'international, l'Europe est plus que jamais confrontée aux carences de son système fondé sur des perspectives de paix.

Dans les faits, l'Union européenne ne s'est pas construite en un jour. D'abord sous la nomenclature de la Communauté du charbon et de l'acier (1951), ensuite sous la Communauté Économique Européenne (1957), pour finalement s'appeler Union européenne à l'issue du traité de Maastricht (1993). Ce processus de coopération internationale fut progressif. En premier lieu, il s'agissait d'engager le dialogue entre les belligérants voisins de la Seconde Guerre mondiale en mutualisant les ressources primordiales à l'effort de guerre de chacun pour prévenir toutes reprises des tensions et « rendre la guerre non seulement impensable, mais matériellement impossible » (Robert Schuman, 1950).

La coopération s'est ensuite pérennisée à travers un renforcement des rapports économiques, la création d'un marché unique, d'une monnaie commune, de l'espace Schengen et d'organes juridique pour encadrer et assurer la stabilité de cette initiative inédite. Inédite par sa rapidité de développement, inédite par la mutualisation de la souveraineté au service d'une supranationalité de gouvernance, inédite par l'ampleur et la diversité de l'intégration entre des États aux histoires, langues et cultures différentes. Un véritable exemple de multilatéralisme.

Or, depuis quelques mois, ce multilatéralisme est mis à rude épreuve. On observe une défiance accrue au droit international garanti par le Statut de Rome et le tribunal de La Haye. Plusieurs États signataires se réservent le (non) droit de ne pas respecter l'obligation de coopération inscrite dans l'article 86, quand d'autres n'appliquent pas les règles concernant les actes de guerre. Les alliances historiques occidentales implorent de l'intérieur à mesure que les décrets et les décisions de Donald Trump tombent. Les bras de fer se multiplient et un retour aux rapports de forces sauvages et unilatéraux s'opère. Les frontières s'érigent et se contestent.

Parallèlement, les pays du dit « Sud global » manifestent leur volonté de rapports plus équilibrés en matière de gouvernance internationale. L'ONU, figure archétypale de la coopération internationale, est accusée de désuétude face aux nouveaux enjeux. Elle n'est, selon eux, que le vestige d'une société d'après-guerre où les vainqueurs sont surreprésentés au sein de l'administration. Dans cet *imbroglio*, l'Europe, à la fois réalité géographique et construction politique, fait face à un défi existentiel : celui d'exister sur la scène internationale. Pour Bruxelles, il s'agit de concilier désir de souveraineté nationale et mise en commun des ressources stratégiques afin de faire peser l'Europe en tant qu'entité pleine et entière dans la balance des négociations.

Ce dossier se penche sur les capacités militaires de la France, l'une des principales puissances de l'Union européenne, en cas de conflit armé. Il s'intéresse également aux nouveaux rapports de force qui redéfinissent le paysage géopolitique international en débutant par l'analyse des perspectives d'évolution des relations entre l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ainsi que des enjeux stratégiques qui en découlent. Enfin, ce dossier d'analyse questionne l'hégémonie occidentale et la place que l'Europe occupe dans un monde plus que jamais multipolaire.

L'ARMÉE FRANÇAISE FACE À L'HYPOTHÈSE UKRAINIENNE : CAPACITÉS, LIMITES ET ENJEUX D'UN ENGAGEMENT CONVENTIONNEL MAJEUR

RÉDIGÉ PAR AUGUSTIN HUMBERT



© Ifri

Il fut une époque où l'on croyait la guerre reléguée à un passé révolu, figée dans les marges de l'Histoire, comme un reste de barbarie que la modernité aurait su dompter. Les apôtres du progrès l'imaginait dissous dans la mondialisation, désarmée par l'économie, domestiquée par le droit. Hegel y voyait un ressort de l'Histoire ; le XXI^e siècle espérait en faire un vestige. Mais les canons tonnent encore, et les peuples tombent toujours. Le tragique, écarté du récit européen, revient sans ménagement quand, en février 2022, la guerre frappe de nouveau l'Europe, balayant l'illusion post héroïque. L'invasion de l'Ukraine par la Russie n'est pas seulement un choc géopolitique. C'est aussi un réveil brutal qui nous pousse à nous interroger : sommes-nous prêts à défendre ce qui nous est cher ?

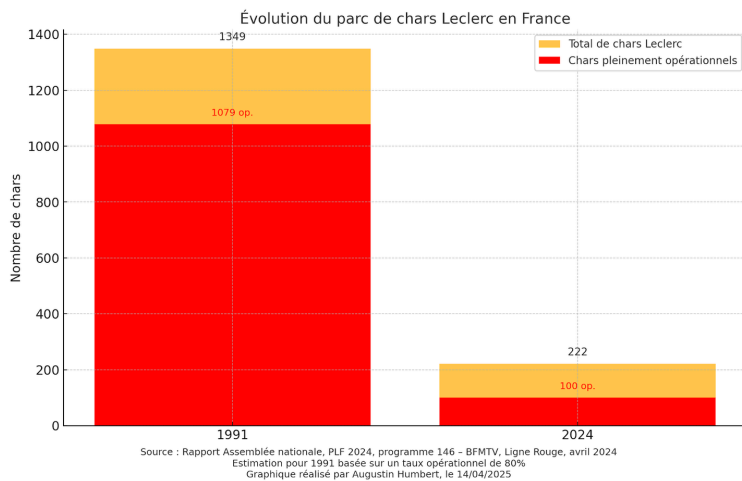
La France, terre des Lumières et puissance nucléaire membre du Conseil de sécurité, n'échappe pas à ce sursaut. Loin des opérations extérieures contrôlées, elle fait face à un scénario oublié depuis la Guerre froide : celui d'un conflit majeur sur le sol européen et orchestré par une grande puissance. L'Ukraine lui tend un miroir implacable.

Serait-elle, seule ou avec ses alliés, capable de répondre à une agression de grande ampleur ? En a-t-elle les effectifs, les équipements, les stocks — l'âme aussi — pour soutenir une longue guerre ? Derrière ces questions, une réalité plus nue : des forces réduites, un modèle éreinté, une société peu préparée à l'idée même du sacrifice. Ce texte explore les capacités et les failles de l'armée française face à cette « hypothèse ukrainienne » : celle d'un conflit long, dur, exigeant car dans le tumulte du monde, la France devra choisir entre lucidité stratégique et oubli confortable.

I. HÉRITAGES ET RUPTURES : LA FIN D'UN MODÈLE

Pendant trente ans, la France a cultivé une forme de paix stratégique, misant sur une armée professionnelle, mobile et aisément projetable. Hérité de la professionnalisation de 1996 et de l'abandon du service militaire, ce modèle a permis de se concentrer sur des interventions rapides et asymétriques, souvent menées en Afrique, au Moyen-Orient ou dans les Balkans. Mais à force d'adapter son outil de défense à des opérations extérieures

de faible intensité, la France a vu s'amenuiser sa capacité à encaisser un choc conventionnel de grande ampleur. Le modèle dit « échantillonnaire » – ainsi désigné par le Sénat (rapport n°334, 2023, p. 32) – repose sur une logique de représentativité : posséder un peu de tout (chars, artillerie, avions, satellites), sans jamais atteindre la masse critique dans aucun domaine. Résultat : une armée compétente, mais sans réelle profondeur stratégique.



L'exemple des blindés lourds est parlant. En 1991, à la fin de la Guerre froide, la France comptait 1 349 chars de bataille. Aujourd'hui, seuls 222 Leclerc restent en service, et à peine une centaine pleinement opérationnelle à un moment donné (BFMTV, 2024 ; Assemblée nationale, 2024). À titre de comparaison, la Pologne a commandé plus de 1 000 chars sud-coréens K2 et Abrams américains en 2023 (Ministère polonais de la Défense), illustrant un réarmement massif.



Image N°1 : Image d'un Char Leclerc issue du site defense-zone.com sur la page Le char Leclerc : le fleuron de la cavalerie française.

Image N°2 : Image libre de droit d'un char polonais équipé par la Corée du Sud, image issue de la page wikipédia K2 Black Panther.

De la même façon, l'armée de Terre française ne peut déployer qu'une seule brigade lourde de 5 000 à 6 000 hommes, avec équipements, appuis et logistique. Un conflit comme celui du Donbass nécessiterait pourtant la mobilisation simultanée de plusieurs divisions (Centre d'Études Stratégiques de la Marine, 2022).

Une doctrine pensée pour l'« ailleurs »

Ces dernières années, l'armée française a misé sur la mobilité, l'intervention rapide et la technicité. Héritée des OPEX (Serval,

Barkhane, Syrie, FINUL), cette approche favorisait des unités réduites, très entraînées, dotées d'une large autonomie. Efficace face à des milices ou des groupes terroristes, elle s'avère inadaptée à une guerre symétrique à grande échelle. Comme le résumait le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, dans une tribune : « La guerre de haute intensité impose un retour aux fondamentaux du combat : rusticité, endurance, capacité à durer, à encaisser, et à frapper fort » (Revue Défense Nationale, décembre 2022). Ce virage doctrinal est amorcé, mais il vient buter sur des décennies d'investissements moindres. En 2013 encore, le Livre blanc préconisait de réduire les effectifs de l'armée de Terre, de 88 000 à 66 000 soldats projetables, recentrant les missions sur la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste. Dès lors, la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 tente désormais d'inverser cette trajectoire, avec 413 milliards d'euros d'investissement sur sept ans (Ministère des Armées), mais ses effets ne se feront sentir qu'à moyen terme.

L'épreuve de la masse

La guerre en Ukraine a mis en lumière une vérité crue : la masse fait la différence. Même peu équipée, une armée disposant d'hommes, de stocks, de munitions et d'un soutien industriel peut tenir, encaisser et contre-attaquer. L'Ukraine a perdu 50 % de ses chars en six mois – mais a tenu grâce à la mobilisation, à l'aide extérieure et à une remarquable capacité d'adaptation (IISS, 2023).

La France, dans un scénario similaire, peinerait à absorber un tel choc initial, non par défaut de compétence ou de bravoure, mais parce que son modèle n'a pas été pensé pour une guerre d'attrition. Il privilégie l'intervention courte, ciblée, spectaculaire – bien plus que la durée, la rudesse ou la résilience.

II. FAILLES CRITIQUES ET VULNÉRABILITÉS OPÉRATIONNELLES

La guerre en Ukraine a agi comme un révélateur implacable des angles morts des armées occidentales. La France n'y échappe pas. Si le professionnalisme de ses soldats demeure incontestable, ses moyens matériels, logistiques et industriels, eux, ne sont plus à la hauteur des ambitions affichées. Dans une guerre d'usure, où la résilience pèse autant que la technologie, ce déséquilibre pourrait s'avérer décisif.

Des stocks faméliques pour une longue guerre

L'un des enseignements majeurs du conflit ukrainien concerne la consommation massive de munitions. Kiev tire entre 5 000 et 6 000 obus d'artillerie par jour (U.S. Department of Defense, 2023), un rythme que les industries

occidentales peineraient à suivre. Or, selon le rapport du Sénat (n°334, 2023), la France ne disposerait que de quelques jours de stocks en cas de conflit de haute intensité – une estimation confirmée lors des auditions parlementaires du ministère des Armées.

Ce déficit résulte d'une logique de paix prolongée, mais aussi d'un appareil industriel lent, notamment dans la production de poudre, aujourd'hui réduite à une échelle très restreinte (BFMTV, 2024). Ce goulet d'étranglement est d'autant plus préoccupant qu'il ne peut être levé rapidement : redémarrer une chaîne de production prend plusieurs années, entre financement, formation et normes.

Drones et guerre numérique : le retard français

Autre point sensible : les drones de guerre. Ils sont devenus une arme accessible et décisive. En Ukraine, les munitions rôdeuses comme les Switchblade et les Lancet ou encore les drones TB2 turcs ou ceux bricolés par les civils ont profondément transformé le champ de bataille. Face à cela, la France affiche un net retard : sa production reste embryonnaire, notamment sur les modèles tactiques.



Image N°3 : Drone Turc TB2 : Bayraktar TB2 — Images libre de droit Wikipédia

Le général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre, reconnaissait en 2023 que les livraisons de drones pour les unités de combat "ne suivaient pas le rythme des besoins", en particulier pour l'observation et l'appui-feu (Assemblée nationale : commission Défense, octobre 2023).



Image N°4 : Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre (à droite), lors d'une conférence de presse à Balard, à Paris, le 26 mars 2024. (VALENTIN FAIVRE / HANS LUCAS / VIA AFP)

Préparation physique, rusticité, endurance

Les conflits contemporains ne se gagnent pas seulement à distance ou dans les airs. Ils s'ancrent aussi dans la terre, la fatigue et la résistance humaine. Malgré sa professionnalisation, l'armée française pâtit d'un entraînement parfois insuffisant pour affronter des conditions prolongées et extrêmes.

L'exercice Orion 2023, qui a mobilisé plus de 12 000 militaires en France, a servi de test grandeur nature. Si les chaînes de commandement ont globalement tenu, les états-majors ont toutefois relevé des limites logistiques : une mobilité réduite des blindés et d'un manque d'expérience récurrente dans les unités de soutien (Ministère des Armées, bilan d'Orion 2023).

III. LE RÉARMEMENT FRANÇAIS : ENTRE VOLONTARISME ET RÉALITÉS DU TERRAIN

Depuis 2022, un nouveau virage semble s'amorcer en France. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a agi comme un électrochoc, ravivant les débats sur les capacités militaires françaises. Les retours d'expérience des forces en opération, associés aux avertissements répétés des parlementaires, ont placé un mot au centre du discours politique : réarmer. Un terme longtemps évité dans l'espace public, désormais assumé tant par le président de la République que par la commission Défense. L'intention est là, mais entre la volonté affichée et les réalités opérationnelles, le chemin reste semé d'embûches.

Une Loi de Programmation Militaire ambitieuse, mais exigeante

Adoptée en juillet 2023, la Loi de Programmation Militaire (LPM) pour la période 2024-2030 marque un engagement budgétaire sans précédent : 413 milliards d'euros, soit une hausse de 40 % par rapport à la précédente LPM (Ministère des Armées). Tous les domaines stratégiques sont concernés : cyber, renseignement, artillerie, drones, défense sol-air, guerre électronique. Un effort de cette ampleur n'avait pas été consenti depuis la fin de la Guerre froide. Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, n'hésite pas à appeler à une bascule vers une « économie de guerre ». Produire plus vite, en série, à moindre coûts : rompre avec les programmes ultra-technologiques trop lents et trop coûteux. Une logique d'efficacité qui s'inspire du modèle américain, où les cadences de production priment souvent sur la sophistication des équipements. Mais passer à une économie de guerre ne se fait pas d'un claquement de doigts. Cela implique une refonte en profondeur de la base industrielle et technologique de défense (BITD), une réorganisation des chaînes de production,

la sécurisation des approvisionnements et une simplification drastique des procédures. Or, les capacités actuelles restent limitées. La production française d'obus de 155 mm plafonne à 4 000 unités par an, quand l'Ukraine en consomme plus de 35 000 par semaine (Assemblée nationale, 2023a ; Le Figaro 2022).

De grandes ambitions freinées par la lenteur et les dépendances

Certains programmes structurants sont en cours, comme le MGCS (Main Ground Combat System) ou le SCAF (Système de combat aérien du futur), en coopération avec l'Allemagne et l'Espagne. Leur importance stratégique est indéniable, mais leur mise en œuvre reste lente et soumise à des équilibres politiques fragiles. Le Sénat, dans un rapport de février 2023 (rapport n°334), alerte sur les risques" par "Dans le rapport n°334 de février 2023, le Sénat alerte sur les risques" en Europe. Tandis que des pays comme la Pologne investissent massivement et rapidement dans du matériel américain ou sud-coréen, la France mise sur des partenariats européens, au prix de délais parfois incompatibles avec les urgences du terrain. À cela s'ajoute la complexité bureaucratique propre au système français : procédures d'acquisition lourdes, normes techniques strictes, logique budgétaire prudente. Autant d'éléments qui freinent la réactivité. L'appel lancé par Emmanuel Macron en octobre 2022 à Toulon pour simplifier et accélérer les commandes reste, pour l'heure, largement lettre morte.

Entre excellence et rusticité : le modèle ukrainien inspire

Un dilemme se dessine : comment concilier montée en puissance rapide et excellence technologique ? L'exemple ukrainien a mis en lumière l'efficacité de solutions simples, adaptables, souvent issues de détournements d'usage ou de matériel de récupération. Des drones civils transformés, des blindés bricolés ou des obus soviétiques réutilisés se sont révélés redoutablement efficaces. Une forme de rusticité que les ingénieurs militaires français commencent à prendre en compte. Le programme Scorpion, pilier de la modernisation des blindés, a ainsi été réorienté : plus modulable, plus résilient, moins dépendant de composants importés.

De son côté, l'armée de Terre réfléchit depuis 2023 à une « armée de guerre », distincte de l'« armée de garnison » : avec une plus grande autonomie, mieux dotée en stocks, plus agile sur le plan logistique (CEMA, conférence IHEDN, octobre 2023). Ce changement de doctrine, encore timide, amorce une évolution culturelle qui dépasse les seuls choix techniques. Il impose une remise en question des habitudes

de gestion et une réadaptation du commandement à des conflits plus exigeants, plus rapides, et potentiellement de haute intensité.

IV. ENTRE AMBITION D'AUTONOMIE ET RÉALITÉS STRATÉGIQUES : L'ÉQUATION FRANÇAISE EN EUROPE

Depuis son discours à la Sorbonne en 2017, Emmanuel Macron plaide pour une Europe capable d'assurer sa propre sécurité, sans avoir besoin de s'en remettre aux États-Unis. Inspirée d'une tradition gaullienne, cette idée a donné naissance à plusieurs initiatives de coopération entre pays européens. Mais sur le terrain, ces projets ont peiné à s'imposer, surtout depuis que la guerre en Ukraine a remis l'OTAN au centre du jeu. Ce conflit a renforcé la dépendance des Européens vis-à-vis de la protection américaine. La Suède et la Finlande ont rejoint l'Alliance sans hésiter, et l'Allemagne a amorcé un virage majeur avec son fameux *Zeitenwende*.

La France aime se penser comme une puissance autonome, capable de faire entendre sa voix dans les grandes décisions du monde. Pourtant, la réalité stratégique européenne l'oblige souvent à suivre le rythme des alliances, notamment l'OTAN. L'invasion de l'Ukraine a mis tout ça en lumière. Malgré son discours sur l'autonomie européenne, Paris reste tributaire du parapluie américain. Elle a beau disposer d'une armée complète – avec ses sous-marins nucléaires, ses troupes projetables, ses services de renseignement efficaces –, son positionnement suscite parfois la méfiance. Les déclarations critiques sur l'OTAN, notamment celle sur sa « mort cérébrale », ont laissé des traces, surtout chez les partenaires de l'Est qui préfèrent miser sur Washington ou Londres.



Image N°5 : Le 4 mai 2024, Emmanuel Macron accorde un entretien à The Economist, réaffirmant sa déclaration sur la mort cérébrale de l'OTAN, formulée initialement en 2019. Ed Alcock / MYOP

Sur le plan nucléaire, la France est seule dans l'Union Européenne. Mais sa doctrine reste strictement nationale. Elle

ne protège que ses intérêts vitaux, pas ceux des voisins. Une posture qui la distingue des autres pays de l'Union Européenne... et l'isole. En cas de crise, son rôle exact reste flou. Enfin, au-delà des armes, il y a la société. Et là, le fossé est grand. Depuis la fin du service militaire, le lien entre civils et armée s'est effacé. La population n'est pas préparée à soutenir un effort de guerre intense. Or sans implication collective, même la meilleure stratégie finit par s'effondrer.

CONCLUSION :

ENTRE LUCIDITÉ ET MÉMOIRE

L'« hypothèse ukrainienne » agit pour la France comme un miroir sans indulgence. Elle révèle les forces, souligne les failles et interroge les certitudes. Face au retour brutal du tragique sur le continent européen, la question militaire ne relève plus du choix, mais de la nécessité. Réarmer ne signifie pas seulement produire plus — c'est aussi penser autrement, accepter la rugosité du monde et renouer avec une culture stratégique que la paix avait assoupie.

La France se trouve à la croisée des chemins : entre une mémoire nationale forgée dans les conflits du passé et une volonté contemporaine d'agir dans un monde incertain. Son destin ne peut reposer sur l'autosatisfaction ni sur la nostalgie, mais sur un effort lucide de transformation.

Car au fond, toute stratégie repose sur un pari anthropologique : croire que les sociétés libres, confortées par le droit et la raison, sauront encore défendre ce qui les fonde. Et ce pari-là, avant d'être militaire, est profondément philosophique.

LA PLACE DE L'EUROPE AU SEIN DE L'OTAN : ENTRE DÉFIS INTERNES ET TENSIONS GÉOPOLITIQUES

RÉDIGÉ PAR JASMINE DJENANNE



© Iris

L'organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), fondée en 1949, a longtemps constitué le pilier central de la défense collective en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, à mesure que le monde géopolitique évolue, la place de l'Europe au sein de l'OTAN se retrouve sous pression, confrontée à des défis internes et à des changements dans les rapports de force mondiaux. L'une des questions récurrentes ces dernières années a été l'attitude fluctuante des États-Unis à l'égard de l'OTAN, en particulier sous la présidence de Donald Trump, qui a exprimé plusieurs fois sa volonté de réduire l'engagement américain dans l'alliance. De plus, les crises mondiales et la montée des tensions en Ukraine, les rivalités avec la Chine ou les évolutions internes de l'Union européenne, influent sur la posture de l'OTAN et, par conséquent, sur l'équilibre géopolitique mondial.

Les intentions de Donald Trump : un départ incertain mais menaçant

L'attitude de Donald Trump vis-à-vis de l'OTAN a été marquée par une série de déclarations et de décisions qui ont mis en lumière les tensions croissantes entre les États-Unis et leurs alliés européens. Dès sa campagne présidentielle en 2016, Trump a exprimé des doutes quant à

la pertinence de l'OTAN, qualifiant l'organisation de désuète et critiquant le fardeau financier qu'elle représentait pour les États-Unis. Pour le président américain, la contribution disproportionnée des États-Unis au financement de l'OTAN était une source d'injustice. Une perspective qu'il n'a cessé de répéter pendant ses quatre années de présidence. En 2018, lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles, Trump a publiquement mis en cause plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne et la France, qu'il accusa de ne pas respecter l'engagement de consacrer 2 % de leur PIB à la défense, comme le stipule l'accord de l'OTAN.

Cette remise en question de l'alliance ne s'est pas limitée à des discours : il a également envisagé à plusieurs reprises un retrait américain de l'OTAN, ce qui aurait eu des conséquences dramatiques sur la crédibilité et l'efficacité de l'organisation. Pourtant, malgré ces pressions, l'OTAN a continué de fonctionner, bien que la relation entre les États-Unis et leurs alliés européens ait été fragilisée. Après la fin de la présidence de Trump, la question de l'engagement américain au sein de l'OTAN a continué de susciter des débats. L'élection de Joe Biden, en 2020, a marqué un tournant dans cette dynamique. Il s'est engagé à renforcer les alliances américaines et à restaurer la confiance au

sein de l'OTAN. Néanmoins, les tensions sous-jacentes créées par l'ère Trump ont laissé des cicatrices sur la relation transatlantique.



Conférence de presse de Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique, lors du Sommet de l'OTAN, Bruxelles, 2018 - Gints Ivuskans/Shutterstock

L'OTAN face aux nouvelles réalités géopolitiques : Le cas de l'Ukraine

La Russie a lancé en février 2022 une guerre d'invasion en Ukraine, un moment décisif pour l'OTAN redevenue le garant de la sécurité du continent européen. Et pour bien signifier que l'Alliance atlantique a pris en compte cette nouvelle donne, elle a accompagné le début du conflit en renforçant sa présence dans les pays de l'Est européens (Pologne ou États baltes) pour dissuader un éventuel mouvement de « l'ours russe » vers l'Ouest. Ce conflit, qui a, au mois d'avril 2023, encore fait des victimes et des blessés, pose la question des défis et des opportunités de l'OTAN pour l'Europe : d'une part, la défense des frontières européennes suppose la présence active de l'OTAN ; d'autre part, elle creuse aussi les divisions dans la recherche du soutien à la guerre comme attitude générale, avec des pays pris à chaque fois de positions ambivalentes (Hongrie, Turquie). Le défi de l'OTAN devient dès lors double : répondre à la menace russe, tout en parvenant à un consensus entre ses membres. Comme l'analyse le journaliste militaire Jean-Dominique Merchet dans *Le Monde*, en effet, les Européens se mettent à réfléchir sérieusement à une manière de réduire leur dépendance à l'égard des États-Unis.

L'OTAN et les tensions internes : La recherche d'une défense européenne autonome

Une autre question majeure qui affecte la place de l'Europe dans l'Alliance atlantique est la question de l'autonomie stratégique. L'Union européenne a longtemps été perçue

comme dépendante des États-Unis pour sa défense, notamment dans le cadre de l'OTAN.

Cependant, au fil des ans, certains responsables européens, dont le président français Emmanuel Macron, ont plaidé pour une Europe de la défense plus autonome, capable de se défendre sans la nécessité d'un soutien militaire américain. Emmanuel Macron a souvent insisté sur l'importance de renforcer les capacités de défense européennes, invoquant que l'OTAN, bien qu'essentielle, ne pouvait être la seule réponse aux besoins sécuritaires du continent. Cette vision a trouvé un écho au sein de certains pays européens qui souhaitent voir l'UE jouer un rôle plus actif dans la gestion des crises mondiales, notamment au Sahel ou dans la région Indo-Pacifique.

Cependant, la création d'une véritable armée européenne reste un projet difficile à concrétiser, tant les divergences existent entre les États membres sur la nature et la portée de cette autonomie. L'idée d'une « européanisation » de l'OTAN, une notion qui désigne un renforcement du rôle des Européens au sein de l'Alliance, est largement débattue au sein des think tanks et des instances politiques. Selon un article publié sur le site de l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), cette « europeanisation » ne semble pas être une utopie, mais une nécessité face à l'évolution rapide du contexte international.

Si les États-Unis, sous la pression de facteurs internes et externes, diminuent leur engagement militaire en Europe, il devient impératif pour l'UE de prendre plus de responsabilités dans la gestion de sa sécurité.

La place de l'Europe aujourd'hui : Un acteur géopolitique en mutation

L'Europe, au sein de l'OTAN, reste un acteur clé dans les équilibres géopolitiques mondiaux, mais son rôle évolue au gré des crises et des changements dans les relations internationales. La guerre en Ukraine a renforcé le rôle de l'alliance comme garant de la sécurité du continent, mais elle a aussi mis en évidence les fractures internes de l'UE en matière de défense. L'OTAN reste indispensable pour assurer la défense de l'Europe, mais la question d'une autonomie stratégique européenne est plus pertinente que jamais.

Dans cette optique, les Européens réfléchissent activement à des moyens de réduire leur dépendance aux États-Unis, tout en renforçant les capacités militaires de l'OTAN. Comme le rapporte un article d'Areion24 (2025), si l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord venait à se séparer des États-Unis, il serait crucial de trouver un mécanisme de défense collective européen solide, reposant sur les bases de la coopération transatlantique, mais avec une autonomie accrue. La consolidation d'un tel modèle pourrait passer par des investissements supplémentaires dans des capacités de défense européennes et une refonte des priorités de l'Alliance.

In fine, la place de l'Europe dans l'OTAN est à un moment charnière. Il reste indispensable à la sécurité européenne, mais les discussions sur l'autonomie stratégique européenne, l'implication future des États-Unis et la capacité à faire face aux nouvelles menaces géopolitiques redéfinissent son rôle. L'Europe se trouve désormais confrontée à un défi complexe : comment préserver l'unité transatlantique tout en affirmant sa propre autonomie dans un monde multipolaire ?

L'UNION EUROPÉENNE, AU CARREFOUR D'UN MONDE MULTIPOLAIRE : ENTRE FRAGMENTATION, AMBITIONS ET QUÊTE DE PUISSANCE

RÉDIGÉ PAR APOLINE ROULEAU



© Freepik

Dans un monde de plus en plus multipolaire, l'Union européenne cherche à affirmer son influence en tant que grande puissance mondiale. Face aux défis climatiques, numériques et géopolitiques, elle tente de jouer un rôle central dans la définition des référentiels internationaux. Cependant, ses efforts, pour imposer ses valeurs et ses standards, se heurtent souvent aux résistances d'autres grandes puissances mondiales et sont souvent freinés par les intérêts divergents des États membres.

Dans un contexte géopolitique complexe et marqué par l'émergence de nouvelles puissances mondiales, dans quelles mesures l'Union européenne s'efforce-t-elle de renforcer son rôle de puissance normative et de développer son autonomie stratégique, tout en faisant face aux obstacles internes et aux tensions avec les grandes puissances concurrentes ?

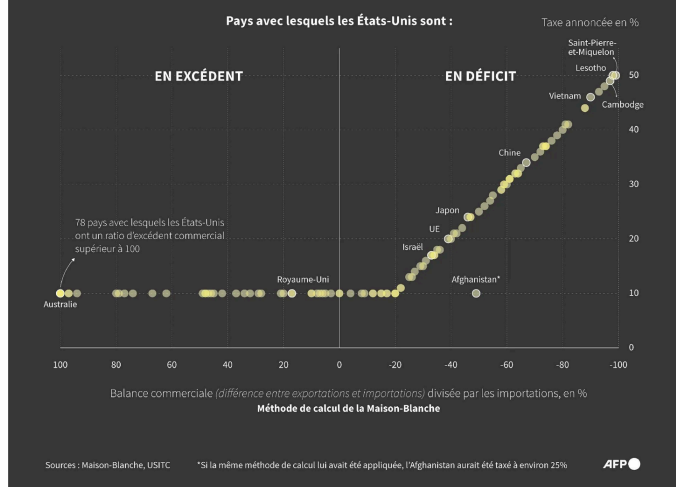
La fin du confort transatlantique

Les tensions commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne ont toujours, d'une façon ou d'une autre, existé. Mais aujourd'hui, elles sont plus que présentes et s'accroissent considérablement. L'administration Trump a récemment imposé des tarifs douaniers substantiels sur les exportations industrielles de l'Union européenne, notamment une taxe de 25 % sur les importations automobiles. Cette

taxe met en péril des secteurs clés de l'économie européenne comme l'industrie automobile allemande (Volkswagen, BMW, Mercedes-Benz), la filière aéronautique (Airbus dans le cadre du litige commercial avec Boeing), le secteur agroalimentaire (le vin français, le fromage italien ou l'huile d'olive espagnole), la sidérurgie européenne (l'acier et l'aluminium) ou encore les produits de luxe (les cosmétiques ou la maroquinerie française et italienne).

Les taxes douanières annoncées par Trump

Les États-Unis ont décidé d'appliquer une taxe minimale de 10% à 125 pays et territoires et de majorer les taxes de 60 autres sur la base d'un calcul divisant la balance commerciale américaine par les importations en provenance de ces pays



Graphique montrant les taxes douanières annoncées le 2 avril par Donald Trump pour 185 pays et territoires, avec une taxe minimale de 10% pour 125 d'entre eux et une taxe majorée pour 60 autres, sur la base d'un calcul divisant la balance commerciale américaine par les importations en provenance de ces pays et territoires - AFP - Sylvie HUSSON, Valentin RAKOVSKI, Sabrina BLANCHARD

Dans ce monde multipolaire, les États-Unis ont une place importante et entraînent plusieurs réévaluations des alliances de défense. Face à la pression constante de l'imprévisibilité américaine, l'Union européenne est donc poussée à renforcer ses propres capacités de défense, indépendamment des États-Unis. Les menaces de Trump de réduire l'engagement des États-Unis envers l'OTAN n'arrangent pas la situation et ont même incité l'Union européenne à envisager une autonomie stratégique, comme en témoignent plusieurs projets tels que :

- Le lancement de la Coopération structurée permanente (CSP ou PESCO) en 2017, visant à renforcer la coopération militaire entre États membres de l'UE
- La création du Fonds européen de défense (FED), destiné à financer des projets industriels militaires communs
- Le projet de « boussole stratégique », adopté en 2022, qui vise à guider la politique de sécurité et de défense de l'UE d'ici 2030 ;
- Le développement de la Facilité européenne de paix (FEP), un instrument financier soutenant les missions militaires et les armées partenaires ;
- Les appels répétés d'Emmanuel Macron à créer une « armée européenne » ou à renforcer la souveraineté stratégique de l'Europe, notamment après ses critiques sur la « mort cérébrale de l'OTAN »

La cohésion des divergences internes

En parallèle de cette querelle euro-américaine constante, la montée en puissance de partis eurosceptiques (partis critiques envers l'Union européenne) dans plusieurs États membres menace la cohésion et l'unité de cette Union. Parmi eux, nous retrouvons l'Italie avec le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, la Hongrie avec Viktor Orbán et son parti Fidesz, la Pologne, avec le parti Droit et Justice (PIS), les Pays-Bas et le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders, l'Allemagne, avec l'Alternative für Deutschland (AFD) ou encore la France, où le Rassemblement National de Marine Le Pen reste fortement critique des politiques européennes. Ces partis instaurent un climat d'instabilité et de tensions croissantes dans l'Union européenne.

De plus, l'intégration potentielle de nouveaux membres, tels que l'Ukraine ou les Balkans occidentaux, n'améliore pas la situation et suscite des débats sur la capacité qu'a l'Union à maintenir son efficacité décisionnelle et sa cohésion interne déjà bien fragilisée. Pour comprendre cette entente complexe,

il faut être conscient que les États membres ont beaucoup de divergences en matière de politiques étrangères. Ils affichent différentes positions sur des questions clés, notamment les relations avec la Russie et la Chine, plus que présentes dans l'actualité. C'est pourquoi, l'élaboration d'une politique étrangère commune est loin d'être facile.



L'Union européenne ralentit. © Cartooning for peace / Plantu

Malgré cette impossibilité d'entente commune immédiate sur les politiques étrangères, des efforts sont déployés pour essayer de la coordonner par le biais de réunions ministérielles et de propositions visant à renforcer les capacités diplomatiques communes. Les États trouvent un terrain d'entente. C'est notamment le cas au sujet de la guerre en Ukraine avec la mise en place de sanctions coordonnées contre la Russie, l'envoi d'aides financières et militaires via la Facilité européenne pour la paix, ou encore les réunions régulières du Conseil des Affaires étrangères pour ajuster la position européenne. Ils se préoccupent aussi conjointement, pour la majorité, de la situation au Proche-Orient, où l'Union européenne cherche à coordonner ses positions sur le conflit israélo-palestinien, notamment via des déclarations communes et l'appel à un cessez-le-feu humanitaire.

Malgré des intérêts souvent divergents entre les États membres, de nombreuses autres thématiques sont abordées lors de ces réunions. Au cours de celles-ci, ils parviennent, tant bien que mal, à progresser sur plusieurs dossiers. Actuellement, l'Union européenne se penche principalement sur les tensions en mer de Chine méridionale, où elle tente de défendre le droit international et la liberté de navigation.



Photo de plusieurs chefs d'États membres de l'Union européenne au CPE et à la réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement à Budapest le 7 et 8 novembre 2024 © CPE (Communauté politique européenne)

L'Union a aussi mené des missions de formation et de soutien aux armées locales du Sahel (ex : EUTM Mali), même si le retrait progressif des forces européennes rend la coordination plus complexe. Cette dernière porte également son attention sur la crise énergétique, avec notamment la volonté de parler d'une seule voix face aux fournisseurs comme l'Algérie ou le Qatar, afin de sécuriser les approvisionnements après la rupture avec la Russie.

Par ailleurs, au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la proposition d'un siège unique pour l'Union européenne (formulée par le vice-chancelier allemand Olaf Scholz le 28 novembre 2018) a appuyé les questions sur la souveraineté des États membres déjà présentes, mais aussi l'efficacité de la représentation européenne aux yeux des autres délégations du monde entier. Nonobstant son influence limitée par l'absence de capacités militaires unifiées et face à cette image de fortes divisions internes véhiculée, l'Union européenne cherche tout de même à promouvoir ses valeurs et à montrer l'efficacité restante de cette union.

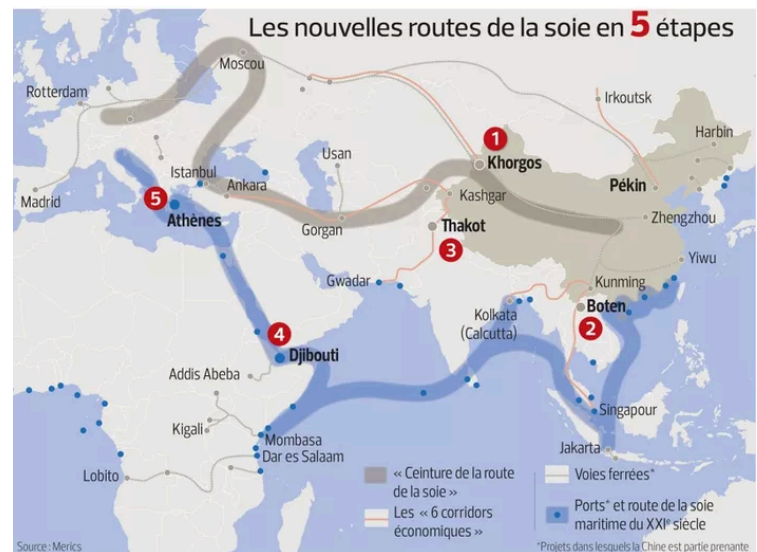
L'Asie, un terrain aux partenaires systémiques et rivaux stratégiques

Face aux nouvelles puissances, l'Union européenne marche sur des œufs et essaie de trouver sa place. Celle-ci, enquête d'ailleurs en ce moment même sur plusieurs entreprises chinoises comme l'usine de BYD en Hongrie, pour des subventions présumées déloyales dans le secteur des véhicules électriques. Tout cela reflète de profondes tensions commerciales croissantes, ce qui rend l'Union européenne encore plus fragile et incertaine.

Cette dualité conduit à s'interroger sur la nature réelle des relations sino européennes : la Chine est-elle un partenaire systémique ou un rival stratégique ?

L'Union européenne est confrontée à la nécessité de collaborer avec la Chine, surtout dans les domaines technologiques. Malgré tout cela, elle se doit aussi de se préoccuper des accusations récurrentes à l'encontre de la Chine au sujet des violations des droits de l'Homme, notamment le travail forcé et la répression envers la minorité ouïghoure dans la région du Xinjiang. L'une des autres principales préoccupations liées à la collaboration Sino-européenne est la sécurité nationale. Les craintes d'espionnage technologique d'infrastructures comme celle d'Huawei mais aussi la sécurité internationale fragilisée par le contexte de rivalités croissantes entre Pékin et Washington remettent en question l'équilibre mondial.

Dans cette continuité, une compétition pour l'influence dans les pays en développement a commencé. La Chine devance l'Union européenne d'un grand pas grâce à des projets comme la Belt and Road Initiative (Les nouvelles routes de la Soie) finançant des projets d'infrastructure tels que des ports en Malaisie, en Indonésie et au Sri Lanka, ce qui consolide ainsi sa position dans la région. Cette situation pousse l'Union des États européens à surenchérir en proposant des alternatives pour maintenir sa présence dans ces régions.



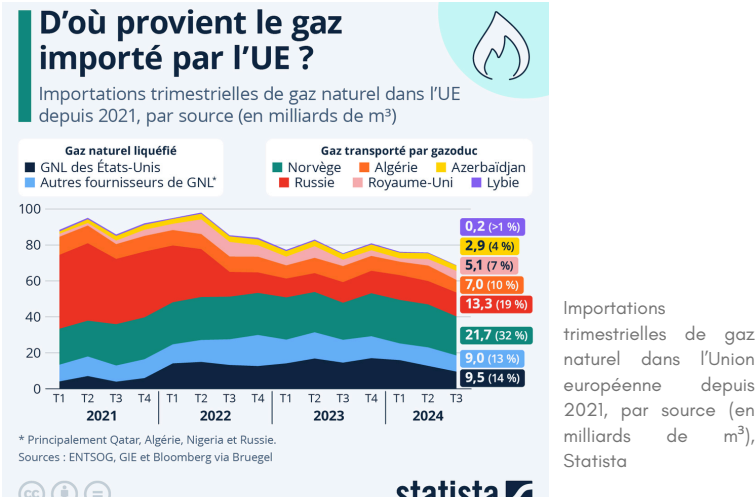
Carte Belt and Road Initiative (BRI), les Nouvelles Routes de la soie, 2017, Le Figaro

L'Union européenne a donc mis en avant son projet Connecting Europe Facility (CEF), visant à améliorer les infrastructures de transport et de communication en Asie tout en intégrant des normes écologiques et durables, en ligne avec ses engagements en matière de transition énergétique. Ce partenariat stratégique permet à l'Union européenne de contrer la concurrence chinoise, tout en offrant un modèle de développement respectueux de l'environnement et basé sur des principes de transparence et de gouvernance démocratique.

Face à cette dynamique et dans cette continuité, l'Union européenne a également réagi en renforçant son *Partnership for Cooperation and Development* avec les pays d'Asie centrale, notamment en soutenant des projets de développement durable et en offrant des alternatives économiques à la Chine. Ce partenariat vise à diversifier les relations économiques de la région tout en consolidant l'influence de l'Union européenne à travers des initiatives axées sur la gouvernance, la stabilité et la sécurité. En collaborant de manière ciblée avec des partenaires de ces régions stratégiques, elle cherche ainsi à maintenir sa place de leader mondial dans la diplomatie économique et environnementale. En dépit de toute cette concurrence et de ces chamboulements relationnels mondiaux, l'Union européenne renforce petit à petit ses partenariats avec l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) pour promouvoir les intérêts communs en matière de commerce et de sécurité.

La Russie fait-elle aussi partie de cette compétition à grande échelle ?

En février 2025, l'adoption du 16ème paquet de sanctions contre la Russie, en réponse à l'agression militaire en Ukraine, a impacté divers secteurs. L'Union européenne a interdit les transbordements de gaz naturel liquéfié russe dès mars 2025.



Etant moins radicaux que d'autres dans leur opposition à Moscou, certains pays de l'Union européenne comme la Hongrie ou la Slovaquie, continuent d'importer du gaz russe, alimentant quotidiennement les débats sur la sécurité énergétique et l'éthique. Afin de se poser les bonnes questions sur la cohérence des politiques étrangères, il est important de savoir que l'Union européenne a importé pour 21.9 milliards d'euros de combustibles fossiles russes, dépassant l'aide financière envoyée à l'Ukraine. L'Europe, depuis toujours, cherche des stratégies pour diversifier ses approvisionnements en énergie, ce qui permettrait indirectement de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

Une Europe à l'épreuve du multilatéralisme

Plus globalement, nous pouvons affirmer que le monde multipolaire fragilise les grands forums multilatéraux traditionnels. Les grandes puissances (les États-Unis, la Chine et la Russie) préfèrent souvent les rapports de force bilatéraux ou régionaux. L'Europe, qui a toujours misé sur le droit international, la coopération et les institutions multilatérales, se retrouve en difficulté. En réponse à ce défi, le soft power européen pousse à de nouvelles initiatives diplomatiques.

L'Union européenne investit dans l'aide humanitaire, le développement et les partenariats globaux comme le *Global Gateway* ou la réponse à la BRI (Belt and Road Initiative) chinoise. Elle essaie d'être polyvalente en étant activement présente dans les Conférences des Parties (COP) pour le climat, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la santé ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour le commerce équitable. Voici ci-dessous quelques exemples d'investissements mondiaux récents de volontarisme diplomatique de l'Union européenne :

- Pour l'Ukraine, l'Union européenne a massivement soutenu la reconstruction, mais a par-dessus tout tenu un rôle de médiation avec les pays du Sud.
- Au Proche-Orient, celle-ci a tenté des initiatives de paix, mais a malheureusement manqué de poids face aux grandes puissances décisionnaires que sont les États-Unis et la Chine.
- Une stratégie de « rééquilibrage » post-Françafrique a aussi été réfléchi par l'Union européenne.
- Enfin, au niveau du climat, il y a eu une tentative de relance du Pacte vert mondial via des alliances climatiques internationales (l'Accord de Paris en 2015, La Coalition pour des Ambitions Climatiques Accrues (C4A) ou encore le financement climatique).



Photo de François Hollande (alors Président de la République française), de Laurent Fabius (alors ministre des Affaires étrangères et Président de la COP21) et de Ban Ki-moon (alors Secrétaire général des Nations Unies) François Hollande, Laurent Fabius et Ban Ki-moon se félicitent de l'accord de Paris (COP 21) 2015 © ONU.

Le « Brussels effect »

La puissance normative européenne se bat donc pour convaincre le monde. À l'heure du numérique et du climat, l'Union européenne s'efforce de jouer un rôle central dans la diplomatie mondiale. Sur le plan climatique, elle tente de promouvoir des normes environnementales strictes et encourage d'autres régions à adopter des politiques similaires. Celle-ci cherche aussi à établir des standards en matière de protection des données et de régulation des plateformes numériques, influençant ainsi les pratiques mondiales.

Malgré ses efforts, l'Union européenne fait face à des résistances de la part d'autres puissances qui perçoivent ces normes comme des barrières commerciales.

Simultanément, elle lance donc plusieurs programmes visant à développer une base industrielle de défense autonome, essayant de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers.

En dépit des divergences entre les États membres et les contraintes budgétaires qui compliquent grandement la mise en œuvre de cet objectif, l'Union cherche aussi à investir dans les énergies renouvelables, et surtout à diversifier ses fournisseurs pour atteindre une sécurité énergétique sur le long terme.

Conclusion

Alors que l'Union européenne cherche à renforcer sa position sur la scène mondiale principalement face aux États-Unis et à la Chine, elle se trouve aussi de plus en plus confrontée à la montée en puissance de nouvelles puissances telles que l'Inde et de régions comme l'Afrique ou l'Amérique latine. Comment l'Union européenne s'ajustera-t-elle à ces nouvelles dynamiques géopolitiques ? Quels compromis devra-t-elle faire pour maintenir son rôle central dans un monde de plus en plus multipolaire ? La mise en œuvre de ses projets ambitieux étant influencée par des tensions internes et des intérêts nationaux divergents, cette problématique restera un défi constant et très présent.

Ces défis, selon la gestion des politiques étrangères des différents pays membres de l'UE, pourraient bien déterminer non seulement son avenir en tant que puissance normative mais aussi et surtout son influence stratégique à long terme sur la scène internationale.

VERS LE DÉCLIN DE L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE ?

RÉDIGÉ PAR LOUNA PRONIAEV



© RMN - Grand Palais (château de Versailles) / Gérard Blot

« Je crois à la victoire des démocraties, mais à une condition, c'est qu'elles le veuillent. »

Raymond Aron

Le rapprochement entre le président américain Trump et le président russe Poutine est-il la cristallisation de la défaite de la puissance occidentale ? Fukuyama, dans sa célèbre thèse *La Fin de l'histoire et le Dernier homme* (1992), a ancré dans le champ des relations internationales la croyance selon laquelle les systèmes démocratiques et l'économie de marché, le libéralisme, caractéristiques de l'Occident, avaient triomphé sur le monde suite à la chute de l'URSS. Si cette croyance a duré pendant plusieurs décennies, tout empire a une chute.

Il convient d'abord de tenter de définir le terme Occident. À l'origine, il s'agit de la partie de l'hémisphère Nord située du côté où le soleil se couche (Larousse), mais l'on entend plus communément par Occident « la civilisation des peuples qui habitent les pays d'Europe de l'Ouest » ou bien « l'ensemble des États du pacte de l'Atlantique Nord » (ibid.), ce qui inclut les États-Unis et le Canada.

Selon Spencer Klavan dans son ouvrage *How to save the West : Ancient wisdom from 5 modern crisis*, la civilisation occidentale « englobe l'héritage vaste et complexe d'Athènes, le monde classique et de Jérusalem, les monothéistes juifs et chrétiens. »

Il convient ici d'inclure uniquement l'Europe dans le terme Occident compte tenu du sujet du dossier traitant de la place de l'Europe dans le monde. En outre, il s'agit d'exclure les États-Unis dans cette analyse au vu de la politique de l'administration Trump marquant une rupture avec ce qui caractérise l'Occident depuis plusieurs décennies, à savoir l'acceptation commune de plusieurs valeurs considérées comme fondamentales telles que le respect des frontières, de l'État de droit et de la démocratie.

La civilisation occidentale historiquement au centre du monde

La civilisation européenne a longtemps cru à sa supériorité morale qu'elle devait transmettre au monde, ce qui s'est matérialisé à travers la colonisation au XIXe siècle. Le géographe français Conrad Malte-Brun illustre pleinement ce sentiment hégémonique : « Cette région que la nature n'avait ornée que de forêts immenses, s'est peuplée de nations puissantes, s'est couverte de cités magnifiques, s'est enrichie du butin des deux mondes ; cette étroite presqu'île [...] est devenue la métropole du genre humain et la législatrice de ce vaste univers. L'Europe est partout ; un continent entier n'est peuplé que de nos colons. » (1803. Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde, vol. 2)

Le continent européen s'est progressivement imposé comme étant au centre du monde par le biais de ses avancées scientifiques et ses expansions économiques et militaires, et a ainsi instauré un universalisme fondé sur ses propres valeurs, issues de l'héritage chrétien, d'Athènes, de l'humanisme et des Lumières. La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) adoptée à Paris par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 en est la cristallisation. Alors que celle-ci a une vocation universelle, elle fût écrite et adoptée exclusivement par des Occidentaux, sans consulter les nations à qui elle s'adresse.



© Déclaration universelle des Droits de l'homme, Amnesty International

Vers une redéfinition de l'équilibre international

En dépit de cette longue hégémonie de l'Ancien monde sur le reste du globe débutée en 1492, il semble que les valeurs européennes ne soient pas universelles puisque les autres civilisations ne les partagent pas.

Si le continent européen est toujours une puissance économique et dans une moindre mesure militaire, elle a été rattrapée par le reste du monde. Aujourd'hui, les pays membres

de l'Union européenne représentent 448 millions d'habitants, soit seulement 5,6 % de la population mondiale (eurostat), alors que l'Inde et la Chine représentent à elles seules plus de trois milliards d'habitants, soit plus d'un tiers de la population mondiale (CPRAM). Aussi, ne serait-ce qu'au regard du facteur démographique, il est évident que l'Europe n'est plus au centre du monde.

Les pays émergents ou le « Sud global » avec à leur tête les puissances russes et chinoises à travers le format BRICS + et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) entendent rétablir l'équilibre mondial en leur faveur. Marqués par un ressentiment occidental et une identité revancharde commune à l'égard de l'Europe, ils souhaitent « désoccidentaliser » le monde. Cela passe par une remise en question du système issu de l'après Seconde Guerre mondiale, à savoir le droit établi par l'ONU en 1945, le système économique issu des accords de Bretton Woods en 1971, les banques mondiales et organisations internationales avec à leur tête des pays occidentaux. À ce titre, la Chine entend par exemple créer un système bancaire rival du système bancaire international du Swift et permettre à sa monnaie le Yuan de devenir une monnaie d'échange ainsi que le Dollar américain.

La guerre russo-ukrainienne met en lumière la redéfinition du rapport de force international avec la relégation de l'Europe au second plan. Les valeurs auxquels l'Occident a cru pendant des décennies dont l'état de droit, le respect des frontières et de la démocratie se sont effondrées, compte tenu de la réalité à laquelle elle a dû faire face : les valeurs constitutives de son identité ne sont pas partagées par le monde entier. Aussi la possibilité d'une défaite de l'Ukraine, miroir des valeurs occidentales, lui semble-t-elle inenvisageable. Pourtant, plusieurs Etats n'ont pas condamné l'invasion russe de Poutine, et certains même la soutiennent.

De surcroît, le retour au pouvoir de Trump le 20 janvier dernier a été la concrétisation brutale d'une Europe qui n'est plus la priorité, ni pour les États-Unis ni pour le reste du monde. L'ancien garant de l'ordre international occidental s'est éloigné de ses valeurs fondatrices avec une politique isolationniste et révisionniste, dont la volonté de « récupérer » le Groenland n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

La position dominante de l'Europe du XIXe siècle se trouve ainsi remise en cause par la recomposition des rapports de force sur la scène internationale, ainsi qu'en témoigne le changement de paradigme étasunien qui s'ajoute à la montée en puissance d'États non occidentaux et non démocratiques tels que la Chine et la Russie. Dans les années à venir, l'Occident devra s'attendre à un monde différent dans lequel ses valeurs ne seront plus universelles, avec un rapport de force entre blocs de nations ayant des systèmes politiques et des valeurs propres : un monde multipolaire. En somme, l'on assiste peut-être au retour de l'héritage du concert des nations issu des célèbres traités de Westphalie (24 octobre 1648) ayant mis fin à la guerre de Trente Ans et dessiné les fondements d'une société internationale composée d'États souverains n'acceptant pas d'être soumis à des autorités supérieures.



© La signature des traités de Westphalie, Herodot.net

La place de l'Occident au sein de cette recomposition du système international

Dès 1920, le géographe français Albert Demangeon avait envisagé un possible déclin de l'hégémonie occidentale et européenne.

« Est-ce à dire que l'Europe ait fini son règne ? Pour cela, il faudrait qu'elle fût réduite à ne plus compter que proportionnellement à sa superficie. Or, l'espace n'est pas la mesure de la grandeur des peuples. Cette grandeur se fonde encore sur le nombre des hommes, sur leur état de civilisation, sur leur progrès mental, sur leurs aptitudes à dominer la nature ; il s'agit ici plutôt de valeur que de grandeur. C'est pourquoi l'on peut dire que, si l'Europe n'occupe plus le même rang dans l'échelle des grandeurs, elle doit à sa forte originalité de conserver une place toute personnelle dans l'échelle des valeurs. »
(Demangeon A. 1920)

La citation qui précède semble raisonner avec l'actualité et laisse à penser que l'Europe, malgré son évident déclin de puissance et d'influence sur la scène internationale, sera toujours emmenée à jouir d'une certaine influence à sa propre manière, celle issue de la démocratie, des Lumières, en conservant ses valeurs qui l'ont créée, tout en acceptant que celles-ci ne sont pas universelles. À l'avenir, le vieux continent sera amené à collaborer avec de nouvelles puissances qui ne partagent pas nécessairement ses valeurs.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Ouvrages

- Bradford, A. (2020). *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*. Oxford University Press.
- Demangeon A. (1920), *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot.
- Haass, R. (2018). *The Corrosion of World Order in the Age of Donald Trump*. Council on Foreign Relations.
- Malte-Brun C. & Mentelle E. (1803), *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde*, vol. 2, Paris, chez H. Tardieu / Laporte.
- Meyer, S. (2022). *The Globalization Myth: Why Regions Matter*. Princeton University Press.
- Reclus É. (1894), *Hégémonie de l'Europe*, La Société nouvelle, pp. 433-443.

Articles scientifiques

- *Conflicts* (2023, 26 avril), Pour sauver l'Occident, il faut sortir de sa caverne <https://www.revueconflits.com/pour-sauver-loccident-il-faut-sortir-de-la-caverne/>

European Defense Review, Rühle, M. (2021). The NATO-Ukraine relationship: Strategic implications for Europe. 8(2), 23-34.

Articles de presse

- Areion24. (2025, 21 janvier). L'OTAN sans les États-Unis : quelle défense pour l'Europe ? Areion24. <https://www.areion24.news/2025/01/21/lotan-sans-les-etats-unis-quelle-defense-pour-leurope/>
- BBC News. (2022). Ukraine Invasion: NATO's role and European security. BBC. <https://www.bbc.com/news/world-europe-18023383>
- France Inter. (2025). Un puissant séisme frappe la Birmanie, d'importants dégâts jusqu'en Thaïlande. France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-info-de-france-inter/l-info-de-france-inter-8713970>
- France Inter. (n.d.). Les armes nouvelles de la Pologne. France Inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mardi-22-aout-2023-5798807>
- Le Figaro. (2017, 31 juillet). Sur les nouvelles routes de la soie, un voyage en cinq étapes. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/07/31/20002-20170731ARTFIG00247-sur-les-nouvelles-routes-de-la-soie-un-voyage-en-cinq-etapes.php>
- Le Figaro. (2022). L'Ukraine tire 5000 à 6000 obus d'artillerie par jour, selon le chef adjoint du renseignement militaire. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/international/l-ukraine-tire-5000-a-6000-obus-d-artillerie-par-jour-selon-le-chef-adjoint-du-renseignement-militaire-20220610>
- Le Monde. (2025, 3 avril). Au sein de l'OTAN, les Européens réfléchissent aux moyens de réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Le Monde. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/03/au-sein-de-l-otan-les-europeens-reflechissent-aux-moyens-de-reduire-leur-dependance-vis-a-vis-des-etats-unis_6590377_3210.html
- Notre-planete.info. (n.d.). COP21 : Accord climat de Paris. Notre-planete.info. <https://www.notre-planete.info/actualites/4390-COP21-accord-climat-Paris>
- RFI. (2019, 7 juillet). L'Europe, une image de paix et de réconciliation entre les peuples, en crise de tolérance. Radio France Internationale. <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190707-europe-image-paix-reconciliation-peuples-crise-tolerance-bruxelles-populistes>
- TV5Monde. (n.d.). Droits de douane : les calculs de Trump médusent les économistes. TV5Monde. <https://information.tv5monde.com/economie/droits-de-douane-les-calculs-de-trump-medusent-les-economistes-2768771>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Rapports institutionnels

- Assemblée nationale. (2023). Compte rendu de réunion n° 2 - Commission de la défense nationale et des forces armées. Assemblée nationale. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/cion_def/116cion_def2324002_compte-rendu
- Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM). (2022). Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM). Ministère des Armées. <https://www.defense.gouv.fr/cesm>
- Commission européenne. (2022). Evaluation of the EU cooperation with the United Nations in external action [PDF]. https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/document/download/57cf4d3b-13e3-4faf-8d5b-ce7246d74c04_en?filename=evaluation-eu-un-cooperation-final-report-vol-1-main-report_en.pdf
- Commission européenne. (n.d.). European Climate Law. https://climate.ec.europa.eu/eu-action/european-climate-law_en
- Commission européenne. (n.d.). Global Gateway Business Opportunities. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/global-gateway-business-opportunities_en
- Commission européenne. (n.d.). Global Gateway governance. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/governance_en
- Commission européenne. (n.d.). Pacte vert pour l'Europe (Green Deal). <https://ec.europa.eu/stories/european-green-deal/>
- Commission européenne. (n.d.). Research and innovation for the European Green Deal. https://research-and-innovation.ec.europa.eu/strategy/strategy-research-and-innovation/environment-and-climate/european-green-deal_en
- Commission européenne. (n.d.). Stratégie Global Gateway - Fiche explicative. https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/global-gateway-overview_en
- Commission européenne. (n.d.). TAIEX & TWINNING - Enlargement and Eastern Neighbourhood [PDF]. <https://enlargement.ec.europa.eu/system/files/2023-10/TAIEX-AAR-2022.pdf>
- Conseil de l'Union européenne. (n.d.). Boussole stratégique : un nouveau cap pour la défense européenne. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/strategic-compass/>
- Conseil de l'Union européenne. (n.d.). Une boussole stratégique pour renforcer la sécurité et la défense de l'UE au cours de la prochaine décennie.
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/21/a-strategic-compass-for-a-stronger-eu-security-and-defence-in-the-next-decade/>
- Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). (2023). Archives des précédentes conférences. <https://ihedn.fr/category/lundis-de-lihedn/precedents-conferences/>
- Ministère de l'Économie luxembourgeois. (2024, 6 novembre). Frieden à Budapest. https://me.gouvernement.lu/fr/actualites/gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiqués+2024+11-novembre+06-frieden-budapest.html
- NATO. (2021). NATO 2030: United for a new era. NATO Publication.
- Robert Schuman Foundation. (2023). L'OTAN et l'avenir de la sécurité européenne. Robert-Schuman.eu. <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/47-l-otan-et-l-avenir-de-la-securite-europeenne>
- Sénat. (2023a). Ukraine : un an de guerre. Quels enseignements pour la France ? (Rapport n° 334). <https://www.senat.fr/rap/r22-334/r22-334.html>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Sitographie

- Blog Histoire globale, L'hégémonie de l'Europe (2012, 12 juin)
https://blogs.histoireglobale.com/lhegemonie-de-leurope_1869
- Institut français des relations internationales (IFRI). (n.d.). Europe – Analyses et actualités.
<https://www.ifri.org/fr/mots-cles-thematiques/geopolitique>
- Institut français des relations internationales (IFRI). (n.d.). L'Europe géopolitique : ambitions, défis, réalités.
<https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/leurope-doit-faire-face-ses-defis-strategiques-et-economiques>
- Statista. (n.d.). Principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Union européenne au fil du temps [Infographie].
<https://fr.statista.com/infographie/33455/principaux-fournisseurs-de-gaz-naturel-union-europeenne-au-fil-du-temps/>

Vidéographie

- BFMTV. (2025). Ligne rouge – Russie : l'armée française est-elle prête à la guerre ? [Émission télévisée].
- Front populaire, *Guerre en Ukraine : vers la fin de l'Otan* – Vincent Desportes
<https://youtu.be/0OUOE0FH5nw?si=nEdDyabVPv0Je-2F>



ÑU SARGAL KÀPTËÑ MBÁAY JÁÁÑ: BUUR BI CI JOM AK NIT

(Honorons le Capitaine Mbaye Diagne, le symbole du Courage et de l'Humanité)

RÉDIGÉ PAR NDEYE AMINATA NDIAYE



Hommage au Capitaine Mbaye Diagne © Le 360 Afrique

Comme le souligne le général Roméo Dallaire, « le capitaine Mbaye Diagne a été l'homme le plus courageux que j'aie jamais rencontré » (Dallaire, 2014). Ce témoignage est confirmé par le major Brent Beardsley, qui décrit Diagne comme un « héros » (Beardsley, 2003). De plus, le président rwandais Paul Kagame a exprimé la gratitude du peuple rwandais : *"The Rwandan people will never forget what this Senegalese soldier did"* (Le peuple rwandais n'oubliera jamais ce qu'a fait ce soldat sénégalais. Il représente ce que l'humanité a de meilleur) (Kagame, 2010).

Le génocide rwandais de 1994 fut l'une des tragédies les plus cruelles du XXe siècle, où près d'un million de personnes furent massacrées en l'espace de cent jours. En dépit de l'inaction de la communauté internationale, certains individus se sont distingués par leur courage inouï. Parmi eux, le Capitaine Mbaye Diagne, officier sénégalais des Nations Unies, a fait preuve d'un dévouement exceptionnel pour sauver des vies humaines au milieu du chaos. Non armé, sans soutien officiel, il a risqué sa vie pour intervenir, sauver des innocents, et désobéir à des ordres afin de répondre à un appel plus élevé : celui de l'humanité.

Cet article rend hommage à sa mémoire, explore son courage et ses actions, et analyse son héritage en tant qu'icône de l'humanité.

I. CONTEXTE ET RÔLE DE MBAYE DIAGNE DANS LA LUTTE CONTRE LE GÉNOCIDE RWANDAIS

LE GÉNOCIDE RWANDAIS : UNE TRAGÉDIE MONDIALE

Le génocide rwandais débute le 7 avril 1994, après l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, lorsque des milices Interahamwe, soutenues par l'armée, commencent un massacre systématique des Tutsi et des Hutu modérés. L'ONU, bien que présente à travers la mission MINUAR (Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda), n'intervient pas activement. Les Casques bleus sont désarmés et réduits à un rôle d'observateurs. L'inaction de l'ONU au Rwanda en 1994 s'explique principalement par un mandat extrêmement limité et un manque de volonté politique des grandes puissances. Après l'assassinat de 10 soldats belges, plusieurs pays, dont la Belgique, ont retiré leurs troupes. Le Conseil de sécurité a ensuite réduit les effectifs de la MINUAR de 2 500 à seulement 270 soldats, au moment où le génocide s'intensifiait. Le mandat ne permettait qu'une simple observation, interdisant explicitement toute intervention armée pour protéger les civils. Le général Roméo Dallaire, commandant de la MINUAR, avait pourtant demandé 5 000 soldats supplémentaires pour stopper les massacres, mais sa demande a été ignorée. Malgré de nombreuses alertes, la communauté internationale fut preuve d'immobilisme se rendant incapable de prévenir la mort d'un million de personnes en cent jours.

LES ACTIONS HÉROÏQUES DU CAPITAINE MBAYE

DIAGNE

Affecté à Kigali en tant qu'officier de liaison au sein de la MINUAR, Mbaye Diagne joue un rôle essentiel. En dépit du danger constant, il utilise son véhicule non blindé pour parcourir les rues de Kigali et secourir des civils menacés. Dans ce contexte de terreur, le Capitaine Mbaye Diagne, avec une détermination inébranlable, s'engage pour sauver ceux que d'autres abandonnent à leur sort. Il ne se contente pas de protéger ses collègues de la mission, mais prend des initiatives pour sauver des milliers de personnes, notamment en organisant des évacuations de familles en danger. Diagne désobéit ainsi aux ordres qui lui sont donnés de ne pas intervenir, mettant la vie humaine avant toute considération militaire ou politique. Son ultime sacrifice survient le 31 mai 1994 lorsqu'un éclat d'obus mit fin à ses jours, alors qu'il tentait de sauver un convoi de réfugiés.

KAN MOOY KÀPTĚÑ MBÁAY JÁÁÑ ?/ (QUI EST LE CAPITAINE MBAYE DIAGNE ?)

Né le 18 mars 1958 à Coki (Sénégal), Mbaye Diagne est un officier sénégalais brillant et profondément humain. Formé à l'École nationale des officiers d'active (ENOA) de Thiès, il rejoint l'armée sénégalaise, où il se distingue par ses compétences militaires et sa foi inébranlable dans les valeurs humaines et éthiques. Avant son engagement au Rwanda, Diagne participe à des missions de maintien de la paix dans divers pays d'Afrique, comme la Casamance (Sénégal). Homme de principes, il se démarque par son humilité, son sens de la justice, et surtout par son courage exceptionnel dans des situations extrêmes.

Le 31 mai 1994, il meurt au cours d'une mission de sauvetage. À ce moment-là, il avait sauvé de nombreuses vies, mais son sacrifice fait de lui un symbole de l'humanité dans la guerre. Sa mémoire reste vivante dans l'histoire du maintien de la paix et dans l'esprit de ceux qui l'ont côtoyé.

II. MBAYE DIAGNE : UNE INCARNATION DE JOM AK NIT

JOM (LE COURAGE)

Le jom est une valeur centrale dans la culture wolof, symbolisant le courage et la bravoure, non pas dans la guerre, mais dans l'engagement moral et éthique. Le Capitaine Mbaye Diagne incarne parfaitement cette notion. Dans un contexte où la peur dominait, Diagne a choisi d'agir en dépit du danger, plaçant la vie humaine avant la sienne. Son courage ne se limitait pas à la bravoure physique, mais se traduisait par la décision de faire ce qui était juste, même lorsque les règles et les ordres l'en empêchaient. « Le capitaine Diagne a été l'homme le plus courageux que j'aie jamais rencontré (Dallaire, 2014).

NIT (L'HUMANITÉ)

Le *nit*, ou « être humain », dans la culture wolof, incarne une dignité profonde, un respect envers autrui, et un sens du devoir moral. Le Capitaine Mbaye Diagne n'a pas seulement agi comme un soldat, mais *nit ku bàyyi boppam ngir jàmm ak dund gu jëm ci nit ñi* – un être humain animé par un désir de sauver, de protéger, et de servir au-delà des frontières politiques et ethniques. « Il est venu, seul, sous les balles. Il nous a dit de ne pas avoir peur, qu'il nous sortirait de là. Il l'a fait » (Gasibirege, 2013). En étant l'un des seuls à désobéir aux ordres et à protéger la vie humaine à tout prix, Diagne a incarné la valeur fondamentale du *nit*. Son exemple reste une inspiration pour toutes les générations futures.

III. RECONNAISSANCE ET HÉRITAGE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE ET NATIONALE

Le sacrifice du Capitaine Mbaye Diagne n'a pas tardé à être reconnu à l'échelle internationale. En 2014, l'ONU crée la Médaille Capitaine Mbaye Diagne pour honorer les actions de maintien de la paix exceptionnelles. Cette médaille est décernée à ceux qui, à l'instar de Diagne, mettent leur vie en danger pour sauver des innocents. Le Rwanda, a également salué sa mémoire et son courage, affirmant que « le peuple rwandais n'oubliera jamais ce qu'a fait ce soldat sénégalais » (Kagame, 2010). Au Sénégal, sa mémoire est honorée à travers des monuments et une place publique à Dakar. Il devient un modèle de jom et de nit pour les jeunes générations. Il est également intégré dans les programmes éducatifs et militaires pour encourager l'héroïsme humanitaire.

Le Capitaine Mbaye Diagne incarne un idéal moral et militaire qui transcende les frontières et les conflits. Son sacrifice souligne l'importance d'agir selon des principes humanitaires, même dans les situations les plus extrêmes.

YACINE MAR DIOP : SUR LES PAS DE SON ÉPOUX



Yacine Mar Diop, épouse du défunt capitaine recevant la médaille à titre posthume. © Leral.net

Veuve du Capitaine Mbaye Diagne, après sa tragique disparition en 1994 lors du génocide rwandais. Elle a été une figure importante dans la préservation de l'héritage de son mari, notamment en soutenant la mémoire de ses actions héroïques et en continuant à plaider pour que son sacrifice ne soit pas oublié.

À travers son engagement et son rôle en tant qu'épouse et veuve, Yacine Mar Diop a contribué à faire connaître l'héroïsme du Capitaine Mbaye Diagne et à maintenir sa mémoire vivante. Elle a participé à des événements commémoratifs et à des initiatives en l'honneur de son mari, notamment la remise de la Médaille Capitaine Mbaye Diagne, une distinction décernée par les Nations Unies pour récompenser les actes de courage exceptionnel dans les missions de maintien de la paix.

Elle a également été active dans des discussions sur la reconnaissance des sacrifices des Casques bleus et a continué à souligner l'importance des valeurs d'humanité et de solidarité, que son mari a incarnées.

LA MÉDAILLE CAPITAIN MBBAYE DIAGNE

La Médaille Capitaine Mbaye Diagne a été instaurée en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour reconnaître l'engagement exceptionnel des Casques bleus dans des missions de maintien de la paix. Elle est décernée à ceux qui, comme Mbaye Diagne, démontrent un courage héroïque en sauvant des vies malgré les dangers. Cette distinction est un hommage au sacrifice de Diagne et à son humanité, qui reste gravée dans les mémoires de ceux qu'il a sauvés. En plus de cette reconnaissance symbolique, la médaille devient un modèle de leadership moral et d'héroïsme dans le cadre des missions de l'ONU.

Le Capitaine Mbaye Diagne fut plus qu'un simple soldat. Il incarne les valeurs fondamentales du courage et de l'humanité dans des moments de terreur indescriptible. En désobéissant aux ordres pour sauver des vies, il a démontré que l'éthique, la dignité et l'engagement humain peuvent et doivent primer sur la peur et la violence (Dallaire, 2003). Sa mémoire perdure à travers la Médaille Capitaine Mbaye Diagne, un symbole du courage face à l'indifférence, et à travers l'héritage de son exemple qui continuera d'inspirer des générations de soldats, de leaders et de citoyens engagés.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Beardsley, B. (2003). *Shake Hands with the Devil*. Toronto: Doubleday Canada.
(Récit d'un officier de l'ONU sur les événements du Rwanda, incluant des témoignages de courage tels que ceux du Capitaine Mbaye Diagne.)
- Dallaire, R. (2003). *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*. Carroll & Graf Publishers.
(Le Général Roméo Dallaire y décrit les actions héroïques et désobéissantes de Mbaye Diagne au sein de la MINUAR.)
- Dallaire, R. (2004). *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*. Toronto: Doubleday.
(L'auteur, commandant de la MINUAR, raconte son expérience du génocide et mentionne l'héroïsme du Capitaine Mbaye Diagne.)

Articles et témoignages :

- Gasibirege, A. (2013). Témoignage rapporté dans Jeune Afrique.
(Témoignage d'une survivante du génocide qui a été sauvée par le Capitaine Mbaye Diagne.)

Discours officiels :

- Ban, K.-M. (2014). Discours pour la création de la Médaille Capitaine Mbaye Diagne. Organisation des Nations Unies.
(Discours du secrétaire général de l'ONU lors de la création de la médaille honorant le Capitaine Mbaye Diagne pour son courage pendant le génocide rwandais.)
- Kagame, P. (2010). Cérémonie de commémoration en hommage au Capitaine Mbaye Diagne. Kigali, Rwanda.
(Discours de Paul Kagame, président du Rwanda, lors de l'hommage rendu au Capitaine Mbaye Diagne pour son héroïsme pendant le génocide.)

Sitographie :

- ONU. (2014). Création de la Médaille Capitaine Mbaye Diagne. United Nations Peacekeeping.
Récupéré de <https://www.un.org/en/peacekeeping>
(Annonce officielle de la création de la médaille en hommage à Mbaye Diagne par l'ONU.)
- Jeune Afrique. (2013). Témoignage de la survivante du génocide. Jeune Afrique.
Récupéré de <https://www.jeuneafrique.com>
(Témoignage d'une rescapée du génocide qui évoque son sauvetage par le Capitaine Mbaye Diagne.)



L'ÉLAN DU SOLAIRE AU SAHEL : DE OUAGADOUGOU À DAKAR

RÉDIGÉ PAR GRÉGOIRE MARCONNET



Image n°1: Un parc de panneaux solaires à Ibel, au Sénégal en novembre 2023. © Guy Peterson/AFP

« Nous commencerons à parler de transition quand nous aurons atteint le stade de la sécurité énergétique. »

Gabriel Mbaga Obiang Lima, ministre de l'Énergie de Guinée Équatoriale lors de la COP 27 de 2022 en Égypte.

L'Afrique est prise en étau entre devenir le nouvel eldorado solaire ou le géant des fossiles. La question de la production d'énergie du continent revient souvent lors des sommets internationaux. Problème, l'Afrique n'a pas encore atteint son autonomie et sa sécurité énergétique comme le mentionnait le ministre de Guinée équatoriale. La production d'électricité est un enjeu crucial pour le développement de l'Afrique subsaharienne (ASS) et l'immense région du continent développe ses énergies en tout genre, y compris les renouvelables. L'accès à l'électricité étant corrélé au niveau de développement, les pays les moins bien électrifiés sont souvent ceux avec le plus de personnes en situation d'extrême pauvreté. En se concentrant sur une petite partie de l'Afrique de l'Ouest, du Burkina Faso au Sénégal, il est possible de relever les défis que traverse l'Afrique subsaharienne en termes d'accès à l'électricité. Entre obligations climatiques, sécurité énergétique, développement et qualité de vie, de nombreux pays de la région commencent à développer depuis quelques années, des solutions tournées autour de l'énergie solaire photovoltaïque, d'échelle individuelle jusqu'aux grandes centrales pour le réseau public.

Voici les tendances actuelles qui se dessinent autour du solaire, de Ouagadougou à Dakar, d'Est en Ouest en suivant la trajectoire du soleil.

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE IRRADIÉE

La consommation électrique par habitant diffère selon les régions du monde et pour cause, en Afrique subsaharienne elle est de 500 kWh contre 4000 kWh en Chine, 6000 kWh en Europe, 13 000 kWh aux États-Unis ou 15 000 kWh au Canada et au Qatar. L'alimentation nécessaire aux activités productives (machines, industrie), et l'éclairage après le coucher du soleil sont des enjeux majeurs. Centres de soin, chaîne du froid (nourriture et médicaments), accès à l'information, éducation et vie ménagère, tous ont besoin d'électricité pour fonctionner. Le mix énergétique de l'Afrique subsaharienne, du Burkina Faso et du Sénégal sont principalement axés autour des combustibles fossiles, mais il existe une autre Afrique, celle tournée autour des énergies vertes, inépuisables. Bien sûr, ces pays doivent continuer de développer leurs énergies du mieux qu'elles peuvent en bénéficiant des aides des pays riches ayant déjà récolté le fruit de l'industrialisation dans leur passé. Cependant, les budgets alloués aux pays en développement africains ne sont jamais suffisants, comme vu lors de la COP 29 à Bakou. Néanmoins, le potentiel productible en énergie solaire dans la région est l'une des plus élevées au monde et reste encore sous-exploité.

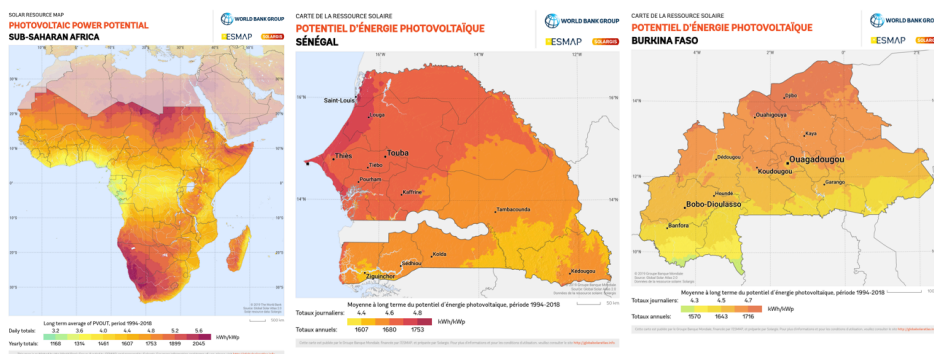


Image n°2 SEQ Figure * ARABIC 2, 3 et 4 : Potentiels d'énergie solaire de l'Afrique subsaharienne, du Sénégal et du Burkina Faso, © Banque Mondiale

À titre de comparaison, chaque pays de la région aurait une capacité productible de plus de 2000 kWh par mètre carré par an, soit deux fois plus qu'un pays comme l'Allemagne (1200 kWh au m² par an) (Le dessous des cartes, 2020). Pourtant, dans les faits, l'Allemagne produit 49 gigawatts (GW) tandis que l'ASS en exploite seulement 4,5 GW. Pour se représenter 1 GW de capacité solaire photovoltaïque, cela représente en moyenne l'électricité annuelle nécessaire à 375 000 foyers européens, soit près de 860 000 personnes. Le développement de grands parcs de panneaux solaires dépend de la qualité et de la présence de réseaux performants aux alentours. Aussi, les politiques publiques du Sénégal et du Burkina Faso et leurs capacités financières pour les infrastructures sont les raisons de ce potentiel peu exploité, mais en devenir. Historiquement entre 1960 et 1987, le « départ » du solaire ne s'est pas fait correctement en raison d'une forte dépendance extérieure (expertise, technologies importées) et peu de maintenance et d'un ancrage local limité (Gecit, 2022).

Récemment, les auteurs Siré Diallo et Moussa Diop pour un article du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) montraient du doigt la lente promotion de l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest. Peu de politiques claires et de régulations favorables ont encouragé les investissements dans le secteur. Enfin, la faible coopération et mutualisation des ressources entre pays entravait la mise en place de projets. Toutefois en conclusion, les deux auteurs soulignent le potentiel unique de l'Afrique de l'Ouest en matière d'énergies renouvelables (ENR). Malgré cela, le solaire fonctionne mieux aujourd'hui dans la région. La baisse des coûts (par l'offre chinoise dominante), l'appropriation locale, des modèles économiques mieux adaptés couplés à un encadrement institutionnel ont permis l'émergence du solaire.

LE SÉNÉGAL MONTE EN PUISSANCE SOLAIRE

La revue publiée par l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA) sur la politique énergétique du Sénégal de 2023 met en avant les nombreux objectifs sénégalais en matière de renouvelables. Le pays souhaite atteindre 40 % de productions électriques issues du renouvelable. En 2022, celle-ci représentait seulement 21%.

Dans sa volonté de devenir une économie émergente (présenté dans le plan Sénégal émergent de 2014), le pays se dote de mégaprojets accumulant de plus en plus de Mégawatts disponibles pour la population, à un bas coût (4 cents US par kWh) pour devenir la source d'énergie la moins chère.



Image n°5: Le président Macky Sall inaugure la centrale solaire de Bokhol. © Financial Afrik

Néanmoins, l'énergie solaire est comptabilisée uniquement à partir de 2017 dans le décompte total de l'approvisionnement énergétique. En 2021, cette dernière représentait seulement 1,6 % de la production nationale d'énergie, loin derrière le pétrole et le charbon.

Pour ce qui est de la production d'électricité, le solaire dépassait tout de même les 10,4 % en 2022 (LowCarbonPower, 2025), devant le charbon. En tant que deuxième source d'accès à l'électricité, les réseaux publics sont sous pression et l'IEA recommande des innovations à ce sujet pour pallier la demande actuelle et future. De plus, la population sénégalaise dispose d'un grand nombre de « kit solaires », dispositifs fournissant à l'échelle du foyer, l'électricité nécessaire journalière. Les défis liés aux coûts sont les principaux freins de projets liés à l'accès d'électricité, la faisabilité dépendant aussi de la demande. La Global Off-Grid Lighting Association (GOGLA) avait distribué plus de 230 000 systèmes solaires individuels entre 2018 et 2022. La banque mondiale a mis en place un système d'attraction d'investissements étrangers, appelé Scaling Solar ayant fait ses preuves au Sénégal.

L'institution internationale préconise l'attrait d'investissements privés et à renforcer les institutions comme Agence Nationale pour les Énergies Renouvelables (ANER) pour la bonne mise en œuvre des projets. Enfin, le Coût moyen pondéré du capital (WACC) est encore élevé (le coût de l'argent pour financer un projet), et jusque-là, il ne rassurait pas les entreprises étrangères pour s'implanter, en parallèle de cadres de garanties opaques pour ces entreprises. Les choses évoluent, mais des efforts restent à faire pour booster le secteur photovoltaïque, qui complète intelligemment le réseau.

L'ATTRACTION DU SECTEUR PHOTOVOLTAÏQUE AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso s'apprête à relier le Sénégal via le Mali, ce dernier bénéficiant également d'un haut potentiel productible. Ces interconnexions en cours sont l'illustration de la volonté de la Banque Africaine de Développement (BAD) de connecter 250 millions de personnes à l'électricité grâce à l'abondance solaire. Le projet intitulé « Desert To Power » discuté à la COP 24 de Katowice, vise à toucher les 64 % de personnes vivant au sahel n'ayant pas d'accès à l'électricité, élément nécessaire contre la précarité énergétique (Banque Africaine de Développement, 2018).



Note : « En construction » regroupe les liaisons qui sont sur le point d'être mises en service, en cours de construction ou dont le financement est assuré.
Source : World Bank (2021), [World Bank Blogs](#), modifié par l'AIE.

Image n°6 : Interconnexions actuelles et prévues entre les pays membres du système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain. © AIE

Dans cet alignement, l'État burkinabé a historiquement encouragé le développement du solaire sur son sol. Le matériel photovoltaïque est exempt de taxes à l'importation, facilitant le développement du secteur. En créant des organes tels que l'Agence Nationale des Énergies Renouvelables, de l'électrification rurale ou la direction générale de l'énergie solaire, l'application des programmes peut faire son chemin. Les acteurs publics et privés jouent leur rôle dans le développement, les entreprises collaborant avec les instituts de recherche et d'ingénierie.

En mars 2024, le gouvernement annonce viser un taux d'électrification de 50 % en zones rurales d'ici 2028, contre 5,49 % en 2022. Près de 1,04 milliard de dollars \$ serviront à atteindre 1000 localités rurales dépourvues de flux, en passant par la société nationale d'électrification (SONABEL), mini réseaux et systèmes individuels.



Image n°7: La Centrale solaire de Zagtoui au Burkina Faso © Alliance Sahel

Ces réseaux, bien que très pratiques, ne suffisent pas à garantir l'électricité pour tous. En 2021, seul 19 % de la population avait accès à l'électricité (Agence Ecofin, 2023). Le pays voit grand et est déterminé à faire du solaire un de ses fers de lance énergétique pour se détacher des importations. Le ministère des Mines et de l'énergie porte déjà, depuis 2014, la valorisation de la ressource au vu des 5,5 kWh/m²/jour pendant 3 000 à 3 500 h/an. Le Burkina Faso possède l'un des marchés solaires les plus avancés parmi les pays d'Afrique de l'Ouest. Trois grandes centrales ont été récemment inaugurées, augmentant de 87 MW de capacité en une année, soit 129 % en plus pour le pays, et 4 % des nouvelles installations du continent. L'Afrique du Sud à elle seule représente la moitié des nouvelles installations et des productions africaines grâce à son puissant solaire thermodynamique.

Étant un des cinq pays prioritaires de l'initiative *Desert to Power*, les investissements et aides financières étrangères affluent, dont celles de l'Union Européenne et de l'AFD (Agence Française de Développement). Le soleil pourrait désormais permettre au pays d'atteindre ses objectifs énergétiques si les prévisions se déroulent correctement. Pour cela, l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (IRENA) rapporte que le Burkina Faso est en mesure de former et de créer des emplois pour des femmes et des hommes afin de continuer dans l'élan. L'agence soulève la réussite du gouvernement d'avoir su attirer des investissements étrangers entre 2019 et 2025.

À propos des ENR, cette dernière indique : « Utilisées à leur pleine capacité, ces ressources renouvelables inexploitées pourraient réduire la dépendance du pays à l'égard des énergies fossiles, améliorer l'accès à l'électricité, favoriser le développement économique local, renforcer la sécurité énergétique et lutter contre les changements climatiques. » L'Afrique est responsable de moins de 4% des émissions de gaz à effet de serre mondiaux, et respectivement consommatrice de seulement 5%, 3% et 1% du pétrole et gaz naturel, charbon et électricité nucléaire. Le Sénégal et le Burkina Faso ont des ambitions similaires mais des défis internes persistent.

Le programme « Sénégal 2050 » du président Bassirou Diomaye Faye et du premier ministre Ousmane Sonko (le président et son premier ministre) ne correspond pas aux réalités socio-économiques du pays, les jeunes ont besoin de travailler dans les cinq années à venir et non pas d'attendre des améliorations de qualité de vie bien plus tard, relève Boubacar Sanso Barry du Djely. Pour le Burkina Faso, un grand nombre de commerçants de Ouagadougou n'utilisent pas le réseau de la SONABEL et préfèrent investir dans des batteries, ce qui n'est pas viable sur le long terme. Le solaire devrait venir alléger les coûts de l'électricité pour les deux pays. Comme le mentionne le président de la Chambre africaine de l'énergie, Njock Ayuk Eyong, l'Ouest doit mettre la main à la pâte pour aider à la transition énergétique de l'Afrique si l'on ne veut pas risquer de rendre caduc tous les objectifs climatiques globaux.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Gecit, J. (2022). Le départ raté de l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest, 1960-1987. Revue d'Histoire de l'Énergie, 7(1), 1d-22d. <https://doi.org/10.3917/jehrhe.007.0001d>
- Dahani, I. (2022). ENERGIE RENOUVELABLE ET DEVELOPPEMENT URBAIN : LE SOLAIRE A OUAGADOUGOU. Les Cahiers de l'ACAREF, Hors-série/Février 2022(TOME PLURIEL), 74-88.

Rapports :

- Agence Internationale de l'Énergie. (2023). Revue de la politique énergétique Sénégal 2023. https://iea.blob.core.windows.net/assets/fa8e839f-9fc5-4161-972d-ddbf4e0cd815/Senegal2023_French.pdf
- Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables. (2023). Évaluation de l'État de préparation aux Énergies Renouvelables Burkina Faso. https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2023/Dec/IRENA_RRA_Burkina_Faso_2023_FR.pdf
- Africa Market Outlook for Solar PV 2025-2028*. (2025). Global Solar Council. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <http://www.globalsolarcouncil.org/resources/africa-market-outlook-for-solar-pv-2025-2028/>
- GOGLA, World Bank Group, Lighting Global Program, Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP), Shell Foundation, USAID, Power Africa, UK Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO), & Sustainable Energy for All (SEforAll). (n.d.). *Senegal*. <https://www.gogla.org/wp-content/uploads/2022/12/Senegal-Country-Brief.pdf>
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF) - BURKINA FASO (2013) Politique sectorielle de l'énergie 2014-2025, Ouagadougou, Burkina Faso, 55 p.

Articles de presse :

- Agence Ecofin. (2023). Burkina Faso : Inauguration de deux centrales solaires photovoltaïques à Kodéni et à Pâ. Agence Ecofin. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://www.agenceecofin.com/solaire/2212-114878-burkina-faso-inauguration-de-deux-centrales-solaires-photovoltaïques-a-kodeni-et-a-pa>
- Agence Ecofin. (2024). Le Burkina Faso vise un taux d'électrification de 50 % en zones rurales d'ici 2028, contre 5,49 % en 2022. Agence Ecofin. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2103-117252-le-burkina-faso-vise-un-taux-d-electrification-de-50-en-zones-rurales-d-ici-2028-contre-5-49-en-2022>
- Agence Ecofin. (2024). Les États de l'AES se réunissent pour repenser leur stratégie d'approvisionnement électrique. Agence Ecofin. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2102-116417-les-etats-de-l-aes-se-reunissent-pour-repenser-leur-strategie-d-approvisionnement-electrique>

- Comprendre les énergies bas-carbone en Afrique subsaharienne avec les données | Low-Carbon Power. (2025). Consulté 19 avril 2025, à l'adresse https://lowcarbonpower.org/fr/region/Afrique_subsaaharienne
- Comprendre les énergies bas-carbone en Burkina Faso avec les données | Low-Carbon Power. (2025). Consulté 19 avril 2025, à l'adresse https://lowcarbonpower.org/fr/region/Burkina_Faso
- Comprendre les énergies bas-carbone en Sénégal avec les données | Low-Carbon Power. (2025). Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://lowcarbonpower.org/fr/region/S%C3%A9n%C3%A9gal>
- Côte d'Ivoire, Maroc, Burkina Faso... Qui seront les futurs champions du solaire en Afrique ? - Jeune Afrique.com. (2025). JeuneAfrique.com. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/1670665/economie-entreprises/cote-divoire-maroc-burkina-faso-qui-seront-les-futurs-champions-du-solaire-en-afrique/>
- Énergie : Ouagadougou se branche sur le soleil. (2024, novembre 1). Courrier international. https://www.courrierinternational.com/article/reportage-choix-energetique-ouagadougou-se-branche-sur-le-soleil_223566
- Global Solar Atlas. (2025). Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://globalsolaratlas.info/download/sub-saharan-africa>
- Kabore, E. (2024, mars 20). Burkina Faso : 625 milliards FCFA pour le plan 2024-2028 pour l'électrification rurale | Mines Actu Burkina. <https://minesactu.info/2024/03/20/burkina-faso-625-milliards-fcfa-pour-le-plan-2024-2028-pour-lelectrification-rurale/>
- L'Afrique de l'Ouest dispose d'un potentiel unique en matière d'énergie solaire. Il est temps de l'exploiter. | UNDP Climate Promise. (2023, février 16). <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/lafrique-de-louest-dispose-dun-potentiel-unique-en-matiere-denergie-solaire-il-est>
- L'Afrique, nouvel eldorado solaire ou géant des fossiles ? (2023, février 12). Courrier international. <https://www.courrierinternational.com/long-format/transition-energetique-l-afrique-nouvel-eldorado-solaire-ou-geant-des-fossiles>
- Lancement de la construction de deux projets Scaling Solar au Sénégal avec le soutien d'IFC. (2020). [Text/HTML]. IFC. Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://www.ifc.org/fr/pressroom/2019/17660>
- Plan "Sénégal 2050" de Faye et Sonko : Les belles promesses ne suffiront pas. (2024, octobre 16). Courrier international. https://www.courrierinternational.com/article/politique-plan-senegal-2050-de-faye-et-sonko-les-belles-promesses-ne-suffiront-pas_223441
- Transition énergétique : L'Afrique a tout pour elle - Transition écologique. (s. d.). Consulté 19 avril 2025, à l'adresse <https://evenements.courrierinternational.com/transition-ecologique/transition-energetique-lafrique-a-tout-pour-elle/>

Vidéographie :

- Le Dessous des Cartes - ARTE (Réalisateur). (2020, novembre 7). Électrification de l'Afrique : Quelle(s) énergie(s) ? - Le Dessous des cartes | ARTE [Enregistrement vidéo]. <https://www.youtube.com/watch?v=750V4Ew17jQ>



LE MONDE DE 2025-2040 SELON LE DNI : UN FUTUR INCERTAIN

RÉDIGÉ PAR ALICE LORSIN



ANNUAL THREAT ASSESSMENT

OF THE U.S. INTELLIGENCE COMMUNITY

ANNUAL THREAT ASSESSMENT OF THE U.S. INTELLIGENCE COMMUNITY, ©Office of the Director of National Intelligence | March 2025

Entre la guerre russo-ukrainienne et le conflit israélo-palestinien qui semblent sans fin ainsi que l'ascension de la Chine, le contexte géopolitique actuel continue de s'assombrir. Le rapport 2025 *Annual Threat Assessment* de l'Office of the Director of National Intelligence (DNI) dresse le tableau d'un monde confronté à des crises imbriquées : étatiques et non-étatiques. Le DNI coordonne l'ensemble de la communauté du renseignement américaine (CIA, NSA, etc.), dont le rôle est d'anticiper ses menaces afin de mieux y répondre. Le but de ces rapports prospectifs, tels que le *Annual Threat Assessment* (ATA) ou *The World Factbook* est de permettre d'anticiper de nouvelles crises géopolitiques en analysant les tendances et menaces. L'édition 2025 de l'ATA, comme les précédentes, révèle une vision ambivalente : entre coopération internationale et risques de fragmentation. Cette synthèse des 17 agences de renseignement américaines, publiée chaque année, détaille les menaces et les « défis cruciaux » qui menaceraient l'hégémonie des démocraties occidentales. Une nouveauté en 2025 est l'ajout de données sur l'énergie nucléaire, et y inclut par exemple le nombre de réacteurs opérationnels et leur contribution à la production électrique.

La nouvelle cartographie de ce rapport semble bien inquiétante et peint un monde emprunt à une instabilité et une violence qui s'accroissent. Le rapport alerte sur un nouvel environnement sécuritaire complexe : cyberattaques russes contre les hôpitaux, cartels inondant les États-Unis de fentanyl et alliance inédite entre Moscou, Pékin et Téhéran pour saper l'ordre libéral. Mais que faut-il en retenir ? Pour la Central Intelligence Agency, le monde actuel est en pleine mutation et doit faire face à des crises structurelles (climatique et démographique). C'est dans ce contexte que se développent de nouvelles menaces pour les démocraties, qu'elles soient étatiques ou non. Enfin, la CIA prévoit deux scénarios possibles pour le futur, l'un optimiste et l'autre négatif.

LES PRINCIPALES MENACES SELON LE RAPPORT DU DNI, UN AXE ANTI- OCCIDENTAL

« La Chine, la Russie et d'autres adversaires exploitent les failles des démocraties pour promouvoir des alternatives à l'ordre libéral ». Le nouveau rapport du DNI décrit un recul relatif de l'influence américaine et occidentale face à la montée en puissance de la Chine et à la coopération entre adversaires stratégiques (Russie, Iran, Corée du Nord). La Chine y est décrite comme un rival systémique et reste au cœur de ce rapport (sept pages lui sont intégralement dédiées en plus de celles où elle est mentionnée). En se concentrant autant sur Pékin, le rapport montre l'inquiétude américaine quant à son développement, notamment via son expansion économique, technologique (IA, cyber) et militaire (modernisation de l'armée, pression sur Taïwan). Les services de renseignement américains dénoncent une stratégie de Pékin qui utiliserait son pouvoir économique pour ébranler les alliances américaines. Ce développement économique chinois a pour principal but de rivaliser avec les États-Unis en tant que première puissance économique mondiale. L'ATA met particulièrement en garde contre le leadership chinois dans l'extraction et le traitement de plusieurs matériaux critiques. Ce leadership permettrait à Pékin d'en restreindre les quantités et de pouvoir influencer sur les prix mondiaux.

Par ailleurs, la Chine « se distingue comme l'acteur le plus capable de menacer les intérêts américains au niveau mondial » (ATA 2025). Il y est clairement expliqué que « la Chine représente la menace militaire la plus complète et la plus solide pour la sécurité nationale des États-Unis ». De ce fait, la Chine est érigée comme menace principale, celle-ci travaille au « grand rajeunissement de la nation chinoise » d'ici à 2049. Pour ce faire, la République Populaire de Chine (RPC) cherche à accroître son pouvoir et son influence. En effet, dans ce cadre, Pékin déploie de grands efforts de modernisation de son domaine militaire. L'Armée populaire de libération (APL) développe de nouveaux porte-avions (CV-18 Fujian) prêts à entrer en service opérationnel.

Parmi les nombreuses avancées technologiques militaires, l'APL dispose désormais d'une gamme de missiles conventionnels pouvant être lancés depuis le sol, l'air ou la mer, incluant les nouveaux missiles balistiques hypersoniques DF-27. Pékin n'hésite pas à faire état de sa puissance par différentes opérations militaires, économiques et d'influence coercitive. L'ATA s'attend à ce que la RPC étende cette campagne à la réintégration de Taïwan. Celle-ci cherche déjà à isoler Taipei de ses soutiens occidentaux et exerce une pression économique et politique sur l'île. Ses efforts en mer de Chine méridionale et orientale ne font qu'attiser les tensions sur place.

Quant à la technologie, la RPC développe ses technologies d'intelligence artificielle, tant pour des villes intelligentes que pour la surveillance de masse, les soins de santé, l'innovation et les armes intelligentes.

Cette technologie a notamment été développée grâce au vol de centaines de gigabits de données de propriété intellectuelle à travers l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord. D'autre part, la Chine fait usage de beaucoup de moyens pour exposer les infrastructures critiques, américaines notamment, à des cyberattaques et montrer sa présence.

En revanche, la Chine fait elle-même face à certains défis : la corruption, les enjeux démographiques (baisse du taux de natalité), ceux-ci entraînant de nouveaux défis économiques pour leurs performances et la qualité de vie du pays, deux facteurs clés de la légitimité du Parti Communiste Chinois.

Outre son développement militaire, technologique, économique et la pression qu'elle impose à Taïwan, la Chine reste prudente. Contrairement à la Russie, l'Iran et à la Corée du Nord, elle prend soin de son image économique et diplomatique.

La Russie s'est au contraire illustrée dans la violence de l'invasion en Ukraine. Elle y perd sa réputation internationale, une grande partie de ses finances, mais elle paye également un coût élevé en termes de combattants tombés au combat. Et pourtant, en dépit des sanctions internationales, elle fait preuve d'une grande résilience, tant économique que militaire. Ce conflit a également augmenté les tensions au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais, il a par ailleurs poussé des puissances indépendantes telles que la Finlande et la Suède à rejoindre l'organisation en dépit de leur indifférence initiale. D'autres États tels que l'Arménie, la Moldavie et certains États d'Asie centrale cherchent une alternative aux États-Unis, à la Chine et à la Russie, exposant cette perte d'influence de Moscou. Les intelligences américaines craignent qu'en cas de défaite dans ce conflit, Moscou se résigne à l'usage du nucléaire.



Russian President Vladimir Putin, Chinese President Xi Jinping and Iran's President Hassan Rouhani walk as they attend a meeting of the Shanghai Cooperation Organization (SCO) Council of Heads of State in Bishkek on June 14, 2019.

©Vyacheslav Oseledko/AFP

Par ailleurs, la Russie continue ses stratégies de déstabilisation. Par exemple, avec le développement de technologies d'Intelligence Artificiel, elle partage en masse de la désinformation et des deepfake, en particulier sur les réseaux américains. Elle met en place différentes organisations pour ce faire, telles que la Social Design Agency (SDA) et la ANO Dialog, qui doivent influencer l'opinion publique américaine. Dans cette même perspective, les capacités cybernétiques de la Russie en font une menace considérable de par les cyberattaques qu'elle met en place et ses tactiques d'espionnage persistantes. Moscou a acquis une grande expérience en intégrant ces compétences cybernétiques au conflit réel et les mettant en pratique.

Enfin, l'Iran et la Corée du Nord prennent une nouvelle place dans l'ordre des menaces. En effet, par son conflit constant avec Israël, l'Iran continue de développer son domaine militaire et travaille à améliorer ses cyberattaques et ses alliances. Le pays reste donc une menace majeure. En 2024, l'Iran a augmenté de 40 % les cyberattaques qu'il mène. Cependant, l'ATA affirme qu'il ne fabrique pas d'armes nucléaires, d'autant plus que Khamenei n'a pas réautorisé le programme d'armes nucléaires qu'il avait suspendu en 2003. Le pays reste malgré tout confronté à des pressions politiques, sociales, économiques et régionales croissantes. L'Iran reste donc susceptible, de par son instabilité, à une ingérence extérieure.

De son côté, la Corée du Nord est toujours dans un paradigme de développement militaire afin de faire évoluer l'ordre sécuritaire international à son avantage. Malgré sa forte dépendance envers Pékin, Pyongyang se tourne vers Moscou pour bénéficier d'un soutien militaire. Kim Jong Un est déterminé à développer de nouvelles armes de destruction massive. La Corée du Nord finance son développement militaire et ses initiatives économiques grâce au vol de centaines de millions de dollars par an en crypto-monnaie aux États-Unis et à d'autres victimes.



Warships attend a joint naval exercise of the Iranian, Chinese and Russian navies in the northern Indian Ocean, during their exercises in 2022. Iranian Army/WANA/Reuters/File ©CNN World

La coopération croissante entre la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, renforce les menaces individuelles qu'ils posaient en plus de créer une menace globale. Leur alliance augmente des tensions déjà présentes. Une coopération russo-chinoise représente une menace suffisante pour mettre à mal l'influence américaine. Ajoutant à cela l'Iran (fournisseur militaire clé de la Russie) et la Corée du Nord (qui a envoyé munitions, missiles, soldats en Russie), leur axe est d'autant plus menaçant pour l'ordre occidental actuellement en place.

L'ÉTAT DU MONDE SELON L'ATA 2025 : UN PANEL DE MENACES NON-ÉTATIQUES



Le ministre de la Sécurité publique mexicain, Omar Garcia Harfuch, lors d'une conférence de presse sur l'extradition de narcotrafiquants aux États-Unis, à Mexico, le 28 février 2025. ©RAQUEL CUNHA / REUTERS : Le Monde

Outre ces menaces étatiques, il existe d'autres acteurs qui représentent également des menaces considérables, en particulier pour les États-Unis. Certaines organisations criminelles transnationales (OCT) développent des réseaux permettant la traite d'êtres humains, des cyber-opérations, le blanchiment d'argent, le trafic de drogue, l'immigration illégale et l'incitation à la violence.

Les acteurs internationaux illicites de la drogue représentent une menace significative pour la sécurité et la santé de la population. Le trafic de drogue tel que le fentanyl et autres opioïdes synthétiques représente 52 000 décès américains en un an en 2024. Malgré le fait que ces chiffres représentent une baisse de 33 % de décès par overdose par rapport à l'année précédente, cela reste un nombre considérable.

Les cartels mexicains restent les principaux producteurs et fournisseurs de drogues illicites sur le marché américain. Une coopération policière a été mise en place à la frontière du Mexique et des États-Unis pour contrer ces importations, mais il est probable que les OCT aient changé leurs routes. Par ailleurs, depuis 2020, de nombreux producteurs de fentanyl ont émergé, fragmentant le marché des différents cartels mexicains et pourraient également expliquer cette baisse des décès. Ces OCT représentent également une menace pour le Mexique à cause des guerres inter-cartels et des attaques sur les forces de sécurité mexicaines (1 600 entre 2020-2021). Cependant, les relations diplomatiques entre les deux pays ne cessent de se dégrader depuis l'entrée du nouveau président américain à la Maison-Blanche. Si la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum reste prête à coopérer, elle refuse de céder et de se placer comme subordonnée de Donald Trump. Récemment, des actions coordonnées ont pourtant bien eu lieu. En effet, 29 trafiquants de drogues, recherchés depuis près de 40 ans par les services américains, ont été extradés du Mexique le 28 février. Les négociations se sont faites dans la force, malgré les efforts de la présidente mexicaine.

Par ailleurs, le terrorisme et les extrémistes islamiques transnationaux représentent une des principales menaces non-étatiques. L'État islamique en Irak et en Syrie (ISIS) reste l'une des branches de l'État islamique les plus agressives et l'organisation terroriste islamique la plus large. Elle continue d'inspirer des attaques et d'insuffler la haine grâce à de la propagande et à la sensibilisation en ligne qu'elle met en place. L'attaque du jour de l'an à la Nouvelle-Orléans a été influencée par la propagande d'ISIS. De son côté, Al-Qaïda maintient les États-Unis comme cible et cherche à exploiter le sentiment anti-Israël créé par la guerre à Gaza pour unir les musulmans et encourager de nouvelles attaques.

CONCLUSION

Si par le passé, les prévisions du DNI sur la pandémie ou l'Ukraine se sont avérées justes, certaines hypothèses (comme la réunification des Corées) restent improbables. En revanche, malgré leurs limites, ils offrent une grille de lecture qui permet de comprendre et d'anticiper les potentielles ruptures à venir.

En 2009, Alexandre Adler se basait sur les différents rapports des agences d'intelligence américaine pour écrire : *Le Nouveau Rapport de la CIA* (2009) et proposait deux scénarios pour 2025. Le premier scénario possible pour le futur consiste en une coopération internationale accrue. Que l'on retrouve dans le partenariat USA-Mexique contre le fentanyl et la reprise timide de la coopération avec la Chine sur les précurseurs chimiques (après une rupture en 2022-2023). Adler anticipait que « la montée des BRICS forcerait l'Occident à repenser ses alliances ».

L'ATA valide cette thèse via les mécanismes trilatéraux (États-Unis - Mexique - Canada) et la pression sur Pékin. En revanche, bien que le climat soit un sujet crucial chez Adler, il reste absent de l'ATA. Le second scénario, plus pessimiste, tient en une guerre hybride. Ce que l'on retrouve avec le développement d'un axe anti-occident et les différentes menaces étatiques exposées dans l'ATA. Adler prédisait également un « arc d'instabilité » du Moyen-Orient à l'Asie centrale, exacerbé par des États voyous (Iran, Corée du Nord), point que l'on retrouve dans l'ATA. En revanche, Adler reprochait que « les rapports CIA sont un miroir déformant : ils voient les menaces, jamais les racines du déclin occidental ». Par ailleurs, ces rapports ont une approche très auto-centrée sur les États-Unis.

Finalement, ce 2025 Annual Threat Assessment semble être un appel à une réponse à deux niveaux. D'abord, renforcer la coopération internationale et multilatérale face à un risque de fragmentation contre l'axe Russie-Chine-Iran. Ensuite, cette coopération internationale devrait également faire face aux organisations criminelles transnationales pour assurer une sécurité à différents niveaux de la population internationale. Enfin, les services d'intelligence américains prônent l'investissement dans la résilience de nos infrastructures pour contrer les menaces asymétriques. C'est notamment ce à quoi travaille l'Union européenne, notamment avec les nombreux projets du programme Interreg. La question est de savoir quelles sont les prévisions européennes et si l'UE se place-t-elle dans ce potentiel futur.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- ADLER Alexandre, « *le nouveau rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025?* », Robert Laffont, paru en février 2009, disponible en ligne [<https://ia801802.us.archive.org/23/items/lenouveaurapport00/Alexandre%20Adler%20-%20Le%20nouveau%20rapport%20de%20la%20CIA%20-%20Comment%20sera%20le%20monde%20en%202025.pdf>]

Rapports de recherche & données

- “ANNUAL THREAT ASSESSMENT OF THE U.S. INTELLIGENCE COMMUNITY”, Office of the Director of National Intelligence, March 2025 [<https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/ATA-2025-Unclassified-Report.pdf>]
- “EU Preparedness Union Strategy to prevent and react to emerging threats and crises”, Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO), 26 March 2025 [https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/news-stories/news/eu-preparedness-union-strategy-prevent-and-react-emerging-threats-and-crises-2025-03-26_en]
- ROSEN W. Liana , SEELKE R. Clare, “*Illicit Fentanyl and Mexico’s Role*”, Congressional Research Service, published on the 19th December 2024 [<https://www.congress.gov/crs-product/IF10400>]

Articles de presse

- AFP, « La Corée du Nord ratifie le traité de défense avec la Russie », L'Express, publié le 11 novembre 2024, mis à jour le 12 novembre 2024, [<https://www.lexpress.fr/monde/la-coree-du-nord-ratifie-le-traite-de-defense-avec-la-russie-IIXIR2CRRHH3LNLIK2NYQMCFE/>]
- AFP, « Sous la pression de Trump, le Mexique extradite 29 narcos dont un poursuivi depuis 40 ans », l'Express, publié le 27 février 2025, mis à jour le 28 février 2025 [<https://www.lexpress.fr/monde/sous-la-pression-de-trump-le-mexique-extradite-29-narcos-dont-un-poursuivi-depuis-40-ans-QOMAEODRLZFIFLGLVYVM3GGIOE/>]
- DE BAROCHEZ Luc, « Rapport de la CIA : 2027, année de tous les dangers », Le Point, publié le 14 juillet 2023 [https://www.lepoint.fr/monde/rapport-de-la-cia-2027-annee-de-tous-les-dangers-14-07-2023-2528345_24.php#11]
- FELBAB-BROWN Vanda, “*China, Mexico, and America’s fight against the fentanyl epidemic*”, Brookings, published on the 21st March 2024 [<https://www.brookings.edu/articles/china-mexico-and-americas-fight-against-the-fentanyl-epidemic/>]
- FRASER Douglas, “*Iran-China-Russia Axis Threatens US and Israeli Interests*”, the Defense Post, published on the 14th of October 2020, [<https://thedefensepost.com/2020/10/14/iran-china-russia-axis/>]
- GAN Nectar, “*Iran, China and Russia launch annual joint naval drills as Trump upends Western alliances*”, CNN, published on the 10th march 2025, [<https://edition.cnn.com/2025/03/10/asia/iran-china-russia-joint-navy-drills-intl-hnk/index.html>]
- GUISNEL Jean, « Guerre en Ukraine : la CIA fait son grand retour », Le Point, publié le 29 juillet 2022 [https://www.lepoint.fr/monde/la-cia-fait-son-grand-retour-29-07-2022-2484771_24.php]
- R.D., AFP, « La Chine est la menace militaire numéro un pour les États-Unis, selon le renseignement américain », L'Express, publié le 26 mars 2025 [<https://www.lexpress.fr/monde/la-chine-est-la-menace-militaire-numero-un-pour-les-etats-unis-selon-le-renseignement-americaain-DMFKP45LSVATVL7QMYUE2MXARA/>]
- SAVIANA Alexandra, « Le monde vu par la CIA en 2025 : comment le service secret américain avait (presque) tout prédit », L'Express, publié le 1er février 2025 [<https://www.lexpress.fr/societe/le-monde-vu-par-la-cia-en-2025-comment-le-service-secret-americaain-avait-presque-tout-predit-PBNTEKKSBBDD6JQXMGDDVZFVGB4/>]
- SEROVA Tatiana, « Droits de douane de Donald Trump : au Mexique, la diplomatie sur un fil de Claudia Sheinbaum », L'Express, publié le 7 février 2025 [<https://www.lexpress.fr/economie/politique-economique/droits-de-douane-de-donald-trump-au-mexique-la-diplomatie-sur-un-fil-de-claudia-sheinbaum-SOQWUYSJRDSLRCROMTUDIJW4I/>]
- TOURLIERE Mathieu, « Dans l’espoir d’éviter les tarifs douaniers de Trump, le Mexique remet 29 narcotrafiquants aux États-Unis », Le Monde, publié le 01 mars [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/01/dans-l-espoir-d-eviter-les-tarifs-douaniers-de-trump-le-mexique-remet-29-narcotrafiquants-aux-etats-unis_6571459_3210.html]
- U.S. Naval Institute Staff, “*2025 Annual Threat Assessment of the U.S. Intelligence Community*”, USNI News, 26 March 2025, [<https://news.usni.org/2025/03/26/2025-annual-threat-assessment-of-the-u-s-intelligence-community>]

Sitographie

- *The World Factbook*, [<https://www.cia.gov/the-world-factbook/>]

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Julie Pouzol et Pauline Piard, toutes deux coprésidentes, Victor Farrugia, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Augustin Humbert pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Eloi Fayssse, Léone Ayongo, Yohan Khelifi, Apoline Rouleau, Grégoire Marconnet, Ndeye Aminata Ndiaye, Augustin Humbert, Alice Lorsin et Louna Proniaev pour leurs articles de qualité.

Nous adressons un grand merci à Louna Proniaev, Émilie Sterna et Marie Clarté de Scorraïlle à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous tenons à remercier Louise Chesnais et Camille Dults, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MATISSE DORMOY, JASMINE DJENNANE & MATHILDE ARROUART